

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

## A nos Lecteurs,

Par des raisons techniques, le No. 138/139 (15/16 A) de l'édition française-allemande de la «Fédération Balkanique» ne paraît qu'aujourd'hui, après six semaines. Le No. prochain paraîtra le 1er octobre.

Dès le No. prochain, l'édition française-allemande de jusqu'ici de la «Fédération Balkanique» se transforme en une Revue en langue française qui, pour le moment, paraîtra tous les deux mois, en double du volume de jusqu'ici.

La Rédaction a procédé à cette modification pour pouvoir présenter à ses lecteurs étrangers tous les problèmes balkaniques commentés à fond, pour pouvoir les mettre au courant, d'une façon multilatérale, de toutes les conditions économiques, nationales et sociales aux Balkans, pour exciter de la sorte chez eux plus d'intérêt encore et plus de compréhension pour notre lutte de libération aux Balkans et obtenir d'eux une assistance active dans la réalisation de notre but: la Fédération des Républiques des Peuples Travailleurs des Balkans.

A cet effet, la Rédaction a pu s'assurer la collaboration de nombreux et éminents hommes politiques et personnalités de la vie publique des Balkans et de l'Étranger.

La Rédaction espère que ses lecteurs étrangers accueilleront la revue «La Fédération Balkanique» avec la sympathie qu'ils ont témoignée à l'égard du journal «La Fédération Balkanique», qu'ils s'efforceront eux-aussi à en propager la publicité et à assurer pour les idées de «La Fédération Balkanique» l'appui moral des larges cercles progressifs du monde entier.

La Rédaction de la «Fédération Balkanique»

## La Conférence de la Petite Entente

On s'accorde à penser que la Conférence de la Petite Entente réunie à Strbske Pleso, dans les monts Tatra, à la fin du mois de juin, fut l'une des plus importantes de ce groupement depuis onze années.

Cette appréciation ne peut, à la vérité, surprendre que ceux qui gardent les yeux obstinément fermés sur l'aggravation de la crise européenne au cours de ces derniers mois. La Petite Entente est née d'une double préoccupation. Au lendemain de la guerre, les puissances victorieuses, pour briser les projets de «Mittel-Europa» de l'Allemagne d'avant 1914 et pour démembrer les Empires Centraux et leur allié de Bulgarie, créèrent à leurs dépens des Etats dits nationaux comme la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et enrichirent la Roumanie des dépouilles des vaincus. Ainsi se constituait dans l'Europe Danubienne un groupe d'Etats intéressés au plus haut point à la défense du statut de 1919. Ce statut, par contre, avait suscité bien des mécontentements. Dans chacun des Etats nés de la guerre, des minorités ethniques supportent difficilement le joug qui leur a été imposé par les traités. Il est apparu dès le début que l'œuvre de Versailles, de Trianon, de St-Germain ne pourrait subsister, que les bénéficiaires ne pourraient conserver leur héritage que dans la mesure où ils se mettraient en mesure de la défendre par la force des armes. Ainsi naquit la Petite Entente, patronnée dès son origine par la France, c'est-à-dire par la puissance qui a marqué le plus fortement de son empreinte l'Europe de 1919 et qui est le plus intéressé par conséquent à en sauvegarder le statut. La Petite Entente est ainsi devenue au centre de l'Europe la position avancée de l'impérialisme français. En fait, c'est l'Etat-Major français qui a formé les cadres de l'armée yougoslave et de l'armée roumaine, et des contrats très précis unissent à l'heure présente les grandes firmes d'armements français et tchèque, Schneider et Skoda.

Au surplus, dans les trois quarts des Etats qui composent la Petite Entente, la poussée révolutionnaire s'est manifestée au lendemain de la guerre avec une intensité inégale, mais avec assez de violence cependant pour susciter l'effroi des classes dirigeantes. Pour se sauver, pour mater l'essor des ouvriers et des paysans de gauche, pour arrêter l'essor communiste et se préserver de la contagion bolchéviste, elles ont fait appel au fascisme. Dans les trois pays de la Petite Entente, ce sont des oligarchies étroites qui détiennent le pouvoir et qui exercent une dictature ouverte (Roumanie, Yougoslavie), ou camouflée (Tchécoslovaquie).

Notons enfin que la Roumanie s'est agrandie au détriment de la Russie Soviétique, en s'emparant par la force de la

Bessarabie. La Petite Entente a ainsi dès sa constitution pris figure d'organisation contre-révolutionnaire et de foyer d'hostilité contre l'URSS. Le conflit roumano-soviétique, malgré la volonté de paix du gouvernement de l'URSS, n'a cessé de s'aggraver du fait des provocations roumaines. La Tchécoslovaquie participa, il y a 10 ans, à l'intervention armée contre les Soviets. La Yougoslavie est le siège des organisations les plus agissantes de l'émigration blanche-russe, dont quelques formations militaires participèrent ces jours-ci aux manifestations des Sokols à Belgrade (auxquelles M. Monnard représentait la France).

Il est certain que le problème de la guerre antisoviétique a préoccupé au plus haut point les pèlerins du Mont Tatra. Au cours de ces derniers mois, la Roumanie qui de tous les Etats de la Petite Entente est la plus directement intéressée, s'est livrée à un certain nombre de manifestations qui attestent la nature de ses préoccupations dans ce domaine. Quelques jours avant la réunion de Strbske Pleso, Briand recevait la visite d'un hôte de marque qui s'est signalé parmi les champions de l'antisoviétisme, nous voulons parler de M. de St-Aulaire, ex-ambassadeur de France en Angleterre, puis en Roumanie, présentement collaborateur du *Figaro* de Fr. Coty.

Un autre personnage de marque, le général Gouraud, fut l'hôte des Roumains à la même époque. De toute évidence, la consolidation de l'alliance qui liait les trois Etats vise, entre autre objet, à consolider leur front commun contre l'Union Soviétique. On a justement observé dans la presse internationale que l'accession de Carol au trône de Roumanie avait renforcé dans ce pays les tendances antisoviétiques.

Mais une autre question a préoccupé les ministres des Affaires Étrangères au cours de leurs entretiens. Ces pays traversent une crise économique particulièrement aiguë. La crise agraire mondiale s'y fait sentir avec plus d'acuité peut-être que partout ailleurs. Le ministre serbe Marinkovitch, dans une communication aux représentants de la presse, n'a pas dissimulé l'inquiétude que causait aux oligarchies balkaniques la misère effroyable des paysans «mis en demi solde», et souvent réduits à la famine.

La solution que préconise l'homme d'Etat yougoslave est l'établissement d'un système européen par lequel les petits pays agricoles exportateurs seront compris dans la protection de l'agriculture des Etats industriels dont ils sont les meilleurs clients. Combinaison sur laquelle les ministres de la Petite Entente ont eu soin de ne point délibérer, car le débat eut sans doute révélé d'après compétitions d'intérêt, mais qui, dès l'abord, apparaît comme bien peu susceptible de remédier à la crise

F P 1550

agraire et à la poussée de mécontentement des masses, qui hante les dictateurs de l'Europe danubienne.

Enfin, une question primordiale a fait l'objet des discussions de Strbske Pleso: le conflit franco-italien.

La Petite Entente est directement intéressée aux vicissitudes des relations franco-italiennes, pour deux raisons. L'un des membres du groupement, le royaume yougoslave, est l'allié de la France qui a instruit son armée et qui, il y a quelques mois, à la veille de la Conférence de Londres, envoyait un de ses vices-amiraux participer à la parade navale serbe de Sebenico.

L'antagonisme italo-yougoslave est un des aspects essentiels de la situation balkanique.

Au surplus, la revendication fondamentale de l'impérialisme italien, celle à laquelle les autres se ramènent, est celle d'un nouveau partage du monde.

Cette revendication implique la révision des traités existants, révision qui met en péril l'existence même des Etats de la Petite Entente. De toute évidence, l'Italie s'est mise à la tête de la ligue des mécontents qui foisonnent dans l'Europe de 1930. Des traités l'unissent à l'Autriche, à la Bulgarie, à la Hongrie.

À la Hongrie surtout. Or, c'est à Budapest que risque d'être ouverte la brèche la plus sérieuse à l'un des traités de 1919. Dans quelques semaines, en effet, le prince Otto, fils de l'impératrice Zita, atteindra sa majorité. L'équipée de Carol a fait naître chez les Magyars l'idée que Otto pourrait un jour, avec la même aisance, arriver à Budapest et s'installer sur le trône de St-Etienne. Le traité de Trianon résisterait difficilement à un pareil coup et les bénéficiaires de l'acte de 1919 ont pris à Strbske Pleso toutes dispositions pour le cas où cette éventualité se réaliserait.

Dès après la Conférence, Marinkovitch comme Benès, comme Mironesco ont tous dit sur le même ton et dans les mêmes termes: Si un Habsbourg revient sur le trône hongrois, ce sera la guerre.

Il est facile de concevoir dès lors qu'à la Conférence, les trois ministres ont envisagé les mesures pratiques pour mettre à exécution leur avertissement belliqueux.

Quelles mesures? Tout d'abord un accord militaire se superposant aux accords existants et les complétant est intervenu entre les trois puissances. Il est entendu que toute tentative de restauration des Habsbourg sera immédiatement suivie d'une démonstration militaire préfaçant l'ouverture des hostilités.

D'autre part, les trois Etats ont resserré leurs liens. Ils ont constitué une union tripartite, se sont donné une constitution, ont convenu entre eux qu'en dehors de leur réunion annuelle, d'autres rencontres pourraient être convoquées d'urgence.

C'est dans ces deux décisions que réside l'importance historique de la réunion du Mont Tatra.

Les dictatures roumaine, tchèque, serbe ont décidé la conjonction de leurs forces militaires, elles ont construit en quelque sorte une machine de guerre dont elles ont précisé avec un souci minutieux le fonctionnement.

De belles résolutions n'ont été prises, bien entendu, qu'en accord complet avec les grandes chancelleries occidentales, celles de Londres et de Paris notamment, et aussi en accord avec la diplomatie polonaise.

Il est à peine besoin de souligner le danger qu'elles représentent pour le mouvement ouvrier et paysan des pays balkaniques et danubiens, et pour l'Union Soviétique elle-même, contre lesquels l'alliance de Strbske Pleso peut jouer à tout instant.

Gabriel Péri

## La voie du mouvement révolutionnaire de Cossovo

Jusqu'à la guerre balkanique, le peuple albanais se trouvait sous le joug des Sultans turcs. Il était privé de tous droits politiques et nationaux, étant opprimé socialement et économiquement. Ses oppresseurs étaient les autorités turques et les féodaux albanais, ces derniers souvent représentants des dites autorités. Le peuple albanais se trouvait dans une situation bien plus pire que les autres peuples opprimés en Turquie: il était privé des droits culturels dont jouissaient les autres peuples. Le peuple albanais a mené des luttes sanglantes pour obtenir ces droits. Les gouvernements des Sultans traitaient la population albanaise comme turque. Ils profitaient particulièrement du fait que la majorité de cette population était mahométane, et ils l'employaient contre les autres populations se trouvant dans leurs autres possessions européennes. Cette population n'avait aucune école. Les gouvernements turcs pratiquaient une politique de dénationalisation systématique. Cette politique était particulièrement accentuée vis-à-vis des Albanais du Cossovo. On pratiquait les méthodes de l'assimilation forcée. Les écoles existantes étaient des écoles turques. On poursuivait pour haute trahison tous les intellectuels albanais qui éveillaient la conscience nationale des masses (le militant national bien connu Derviche Hima fut condamné en 1908 pour haute trahison, pour avoir propagé parmi les masses l'idée de l'écriture et de la culture albanaises). Spéculant avec l'ignorance de ce peuple et avec son inconscience nationale, les gouvernements des Sultans, par l'intermédiaire des féodaux albanais, employaient les Albanais pour étouffer le mécontentement des autres peuples.

Le peuple albanais a cependant commencé à s'éveiller sous l'influence des intellectuels albanais qui avaient fait leurs études dans les écoles turques, grecques, françaises, italiennes et anglaises. Ces intellectuels prenaient exemple des luttes des autres peuples balkaniques pour leur libération nationale. Le peuple albanais a manifesté sa volonté dans les luttes armées qu'il a menées pendant les dernières années du pouvoir turc, dans les régions macédoniennes et albanaises.

Après la guerre balkanique, une partie du peuple albanais obtint sa libération politique et nationale. L'autre partie, cependant, resta sous le joug étranger. La grande partie des Albanais opprimés est restée sous le joug de la Serbie. C'est justement cette partie qui composent les Albanais du Cossovo qui a pris la part la plus active dans les luttes révolutionnaires du peuple albanais.

Quelle a été la situation de cette population sous le joug des impérialistes grand-serbes? Elle peut être résumée comme suit: politiquement, les masses albanaises du Cossovo étaient de véritables parias; économiquement, ce n'étaient que des esclaves. Ils ne jouissaient d'aucun droit national et culturel. Les terres des paysans albanais et les prés et

prairies communaux ont été expropriés par le gouvernement et distribués aux colons serbes et monténégrins. Après 1921, une partie de ces terres a été distribuée aux colons contre-révolutionnaires de l'armée de Wrangel. Ces colons sont des agents les plus dévoués du régime grand-serbe. Des terres ont aussi été distribuées aux hommes d'Etat serbes, aux ministres, aux députés, aux officiers de l'active et de réserve, aux fonctionnaires, aux bandits appelés «militants nationaux». Bref, des terres ont été distribuées à tous, à commencer par Pachitch et par le chef des bandes fascistes Ratchitch, jusqu'au dernier gendarme. Les paysans albanais ont été chassés de leurs foyers. La plus grande partie a trouvée une issue dans l'émigration. Plus de cinquante mille paysans albanais ont été chassés du pays. Affamés, nus, ils sont arrivés en Turquie. Le gouvernement serbe, cependant, voulant exécuter sa politique de dénationalisation, a commencé l'extermination physique des masses albanaises. Immédiatement après l'instauration de son pouvoir en Cossovo, il a organisé des assassinats individuels et en masse. On a détruit des villages entiers, on en a incendié d'autres. On a tué les fils les plus éveillés du peuple même. Les vieillards, les femmes et les enfants n'ont pas été épargnés. Rien que pendant la période de 1919 à 1924, pour laquelle nous disposons de données exactes, on a tué 2500 personnes. Assassinats, carnages, tortures, pillages, oppressions — voilà quel était le régime sous lequel vivaient les masses au Cossovo.

Evidemment, les Albanais du Cossovo ne pouvaient pas supporter un tel régime. Ils ne pouvaient pas rester les mains croisées, implorant la miséricorde de l'opresseur. Ils avaient des traditions révolutionnaires. Par des soulèvements armés, ils avaient obligé, dans un proche passé, le gouvernement turc à capituler et à donner suite à leurs revendications. Ils ont formé une organisation révolutionnaire: ils ont organisé leur Comité Révolutionnaire de Cossovo. Ce Comité a été formé au cours de la première année du régime serbe en Cossovo. Il exprimait les aspirations des Albanais du Cossovo pour leur libération et union avec les autres Albanais d'Albanie. Ce Comité a adopté successivement toutes les méthodes de la lutte révolutionnaire. Il comprenait que la libération du Cossovo ne serait réalisée que par la lutte unie avec tous les opprimés de Yougoslavie et des Balkans, par la lutte aussi bien contre l'impérialisme et le chauvinisme serbes que contre l'impérialisme italien, anglais et français, suppôts des régimes existant aux Balkans et exploitant ces pays pour leurs intérêts capitalistes et impérialistes.

Le Comité Révolutionnaire de Cossovo est, dans ce but, entré en liaison étroite avec quelques organisations nationales-révolutionnaires des Balkans qui luttèrent contre ces mêmes oppresseurs. Pendant le mois d'avril 1927, le Comité Révolu-

tionnaire de Cossovo, ensemble avec le Comité Albanais pour l'Émancipation Nationale, a publié une Déclaration dans laquelle il précisait son attitude vis-à-vis des ennemis de la liberté des Albanais du Cossovo et de l'Albanie. Dans cette Déclaration ont été fixées les lignes générales du programme, de la tactique et des méthodes de lutte que le peuple albanais tout entier doit suivre. La Déclaration relevait aussi la nécessité de la lutte révolutionnaire commune, ensemble avec tous les opprimés des Balkans, pour l'abolissement des régimes tyranniques et l'établissement des libres Républiques populaires dans les cadres de la Fédération Balkanique. Il y était aussi dit que les conditions pour un changement existent et qu'elles mûrissent, plus la lutte contre l'impérialisme s'accroît. Cette Déclaration continue: «Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans des insurrections aventureuses, provoquées par les ennemis du peuple albanais; on ne doit pas faire couler le sang étranger; on doit mener une lutte systématique, tant en Albanie qu'à l'étranger, contre le régime sanglant d'Ahmed Zogou et ses beys, contre les plans de conquêtes de l'impérialisme italien, serbe et grec...; dans cette lutte tout le peuple albanais doit s'unir et marcher contre l'ennemi commun, la main dans la main avec les autres peuples balkaniques.» Cette Déclaration élève les mots d'ordre contre le pouvoir étranger en Albanie, contre l'impérialisme, pour la libération et l'union du peuple albanais tout entier dans une République populaire démocratique, contre le capital étranger, contre l'oligarchie des beys féodaux, pour le pouvoir politique entre les mains du peuple travailleur, pour l'union fraternelle avec les autres peuples balkaniques, pour la Fédération Balkanique. Il y est enfin dit que la tactique à suivre par les deux Organisations albanaises est la suivante: compter sur le peuple travailleur albanais, sur tous les peuples balkaniques dont les intérêts vis-à-vis des oppresseurs étrangers et des exploités sont les mêmes, pour dresser le front uni contre l'ennemi commun.

Plus tard le Comité Révolutionnaire de Cossovo s'est uni avec les autres organisations nationales révolutionnaires des Balkans pour former le Comité Balkanique, le Comité de toutes les organisations nationales révolutionnaires des Balkans. Le Comité Révolutionnaire de Cossovo, a pris part à toutes les actions que ce Comité Balkanique a entreprises. Il a continué cette lutte. Il continue de lutter contre la dictature serbe et contre l'impérialisme italien qui, par son vassal Ahmed Zogou, essaie de réaliser sa politique de conquêtes dans les Balkans. Il continue de lutter contre le joug actuel au Cossovo et contre le nouveau joug que l'impérialisme italien prépare. Ahmed Zogou, lui, vassal de Mussolini, a aussi essayé d'étendre son pouvoir sur Cossovo. Il travaille voilà déjà quelques années pour recruter des partisans. Il voulait en trouver parmi les militants de Comité Révolutionnaire de Cossovo. Malheureusement, un de ces militants, Bedri Péjani est devenu partisan d'une «collaboration» avec Ahmed Zogou. En fait, peut-on parler sérieusement d'une collaboration entre un Comité Révolutionnaire qui veut obtenir la libération de son pays par la voie révolutionnaire et qui lutte pour la Fédération des peuples travailleurs balkaniques — la République Fédérative de ces peuples —, et un satrape, traître à son peuple, qui sert des intérêts étrangers? Collaboration avec Ahmed Zogou, le bourreau de

son propre peuple, l'agent successivement de la monarchie austro-hongroise, de l'impérialisme italien, serbe et anglais, de nouveau de l'impérialisme serbe, puis, deux ans plus tard, de l'impérialisme italien! Collaboration avec Ahmed Zogou qui a pris le pouvoir à l'aide de la soldatesque serbe et de Wrangel, avec Zogou qui a vendu les intérêts de Cossovo!

Collaboration avec Ahmed Zogou, cela signifie devenir l'instrument de sa politique, c'est à dire de la politique italienne.

Cette collaboration signifie la trahison des intérêts du peuple de Cossovo.

Nous avons ici une nouvelle orientation que Bedri Péjani veut donner au mouvement révolutionnaire de Cossovo. En plaçant le Comité Révolutionnaire de Cossovo sous les ordres d'Ahmed Zogou et de l'impérialisme italien, on désorganise le mouvement révolutionnaire de ce pays en l'isolant des autres mouvements nationaux-révolutionnaires en Yougoslavie: macédonien, croate, monténégrin, etc. Cette orientation met en contradiction le Comité Révolutionnaire de Cossovo avec les autres mouvements révolutionnaires en Yougoslavie et dans les Balkans. De cette façon, on ne rend service qu'à l'impérialisme grand-serbe.

Évidemment, le Comité Révolutionnaire de Cossovo ne suivra pas la voie dans laquelle Bedri Péjani voulait l'entraîner. Il ne peut pas devenir un instrument de Zogou, parce que cela signifierait trahir la cause de la libération du Cossovo, celle du peuple albanais en entier.

La libération du Cossovo et l'union du peuple albanais ne peuvent se réaliser que contre Ahmed Zogou et l'impérialisme italien, par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme grand-serbe, l'impérialisme italien et son agent en Albanie — le régime d'Ahmed Zogou.

Le fait que les éléments propres du Comité Révolutionnaire du Cossovo, même les collaborateurs les plus proches de Bedri Péjani, n'acceptent pas sa politique d'entente avec Zogou et l'impérialisme italien et, le mécontentement grandissant des masses Cossovites contre les essais de mettre leur mouvement de libération sous la tutelle d'un impérialisme étranger, montre qu'au sein du mouvement révolutionnaire même, il y a des forces qui ne permettront pas de dévier de l'orientation révolutionnaire tracée et d'ébranler le front uni et l'union fraternelle d'avec les autres organisations nationales-révolutionnaires. Elles ne laisseront pas ce Comité, aujourd'hui luttant pour la libération du Cossovo, devenir un instrument entre les mains des oppresseurs du peuple albanais.

Il est nécessaire, donc, qu'en ce moment ces forces réellement révolutionnaires s'unissent pour développer le travail de l'organisation du mouvement révolutionnaire dans le pays même, rejetant résolument l'orientation nouvelle proposée par Bedri Péjani, orientation qui, en réalité, est celle des traîtres au mouvement révolutionnaire du peuple albanais.

Vive la libération du Cossovo et son union avec la population albanaise de Tchamria et d'Albanie, dans une République libre et indépendante du peuple albanais tout entier! Vive la Fédération des masses travailleuses des Balkans!

## Un peuple asservi

La Macédoine est un pays qui, déchiré par les sinistres Traités de Paix, est entre les mains de plusieurs puissances qui s'efforcent chacune d'en nationaliser, c'est-à-dire d'en absorber une partie en détruisant par le fer et le feu les caractères si marqués et si profonds de sa nationalité.

D'innombrables appels et cris de souffrance jaillissent de cette noble population en proie à une persécution abominable. La dictature serbe se montre particulièrement féroce, et de plus en plus féroce, vis-à-vis d'elle. L'attitude du roi Alexandre depuis son coup d'Etat de l'année dernière, et celle de l'exécuteur de ses volontés, le général Jivkovitch, montrent clairement que la véritable formule de la Yougoslavie, c'est, contrairement aux déclarations officielles qui parlent de fédération de peuples: la métropole serbe entourée de colonies et employant pour faire taire les aspirations des minorités, macédoniennes ou croates, les méthodes brutales de tous les colonisateurs.

Il y a quelques mois, 14 Macédoniens étaient accusés de complot (cliché connu), et jugés par le Tribunal d'Etat, à Belgrade, en vertu de cette trop fameuse loi sur la Défense de l'Etat qui permet de rendre légales toutes les iniquités du pouvoir contre les non conformistes. Une nouvelle fournée de 22 Macédoniens devait comparaître devant le même tribunal

à la fin du mois de mai. Mais, subitement, il a été décidé en haut lieu qu'on jugerait ces Macédoniens non plus à Belgrade mais dans une petite ville macédonienne, dans le but assez évident de couvrir de quelque obscurité les péripéties du procès. Est-il besoin, hélas, d'ajouter que les accusés ont été horriblement torturés! Ils étaient 23. Ils ne sont plus que 22, l'un étant déjà mort en prison à la suite des coups qu'on lui a donnés.

En même temps, on a jugé à Belgrade 29 Croates (dont le Docteur Matchek, le successeur de Stépan Raditch, qui a été acquitté). Ils étaient inculpés d'avoir protesté contre l'assujettissement grossier et sanguinaire de leur pays par l'impérialisme serbe.

De tels faits doivent susciter l'indignation et les protestations de ce qu'il y a encore de lucide et de loyal dans le monde. Devançant les historiens intègres de l'avenir dont on ne fermera pas la bouche par la terreur et dont on ne fera plus dévier la conscience par tous les moyens qui sont à la disposition du pouvoir, nous devons flétrir le despotisme sans mesure d'Alexandre Karaguéorgévitch et sa néfaste et meurtrière politique de dénationalisation farouche. Le panserbisme — logique dans sa monstrueuse aberration — nie en principe l'existence de la Macédoine et lui refuse en fait

cette existence. Les Macédoniens, qui ont leur langue spéciale et une indéniable originalité ethnique, n'ont même pas le droit de se dire Macédoniens. Plus encore que l'homme qui abuse de l'autorité dont il s'est emparé par la force, il faut flétrir la Société des Nations qui, dans cette circonstance comme dans d'autres, en sanctionnant comme elle le fait l'écrasement des peuples opprimés, foule aux pieds ce droit de libre disposition que ses représentants ont le cynisme de proclamer pour en tirer personnellement gloire.

D'ailleurs ce système de dénationalisation à outrance et de persécution conduira fatalement à la guerre. L'impérialisme bulgare qui, de son côté, est réduit momentanément à l'impuissance par le jeu des victoires et des défaites, ne perd pas de vue la question macédonienne, et est à l'affût

de la première occasion qui s'offrira à lui de prendre sa revanche contre l'impérialisme serbe. Mussolini exploite les fautes et les crimes de Belgrade pour rallier à lui les vaincus et les mécontents: Bulgares, Hongrois, Autrichiens. La France (la France du Quai d'Orsay, qui est celle qui compte en Europe), en patronnant le gouvernement de la Main Blanche, encourage les extravagances du despote serbe et multiplie les risques de guerre dans la région la plus instable et la plus explosive de l'Ancien Continent.

Ils nous appartient de protester hautement et clairement contre l'asservissement et l'emprisonnement d'un peuple.

Mais quand donc les masses humaines parleront-elles brutalement le langage du bon sens aux fous qui les mènent?

Henri Barbusse

## Le régime soviétique et la solution de la question nationale en Transcaucasie \*)

Les émigrés transcauciens à l'étranger répètent continuellement que ce fut par la force que la Russie Soviétique ravit l'indépendance des peuples transcauciens; ils ne veulent pas admettre le fait que ces peuples n'obtinrent leur véritable indépendance qu'après l'établissement en Transcaucasie du régime soviétique.

La Révolution d'Octobre proclamait le droit d'autodétermination des peuples, jusqu'à leur séparation de la Russie. Cela voulait dire que chaque unité ethnique de l'ancienne Russie tsariste pouvait elle-même décider de son sort et de son attitude envers la Russie Soviétique. L'idéologie de la classe révolutionnaire ouvrière entend par l'idée «nation» l'écrasante majorité d'une nation donnée — la masse travailleuse de cette nation. De ce point de vue, cette idéologie repousse la tendance des classes exploitrices de représenter la nation comme une entité empreinte de leur propre cachet.

Il était donc naturel que la victorieuse classe ouvrière russe ne pouvait donner le droit d'autodétermination à des classes ennemies, ce même si celles-ci appartenaient avant la Révolution à des nationalités opprimées. La libre expression de la volonté, des aspirations politiques et des revendications économiques des couches laborieuses des minorités nationales pouvait seule réaliser le principe de l'autodétermination des peuples.

Mais lorsque les nationalistes détachèrent la Transcaucasie de la Russie Soviétique, ils n'eurent point recours aux larges masses populaires, ils ne s'enquirent point de leur volonté. Appuyés sur la force militaire, les jeux diplomatiques et l'aide financière d'Etats étrangers, ils foulèrent aux pieds le principe qu'ils avaient jadis défendus comme des démocrates bourgeois. Ils dédaignèrent la nécessité du plébiscite en un moment où de si grands événements avaient lieu dans l'histoire des peuples de la Transcaucasie. Les nationalistes de la Transcaucasie s'emparèrent du gouvernail du mécanisme étatique en usurpateurs du pouvoir. Les masses populaires furent privées de la possibilité d'exprimer librement leur volonté et de décider leur orientation politique — mais elles le firent par une série de révoltes contre les gouvernements nationalistes qui étouffaient féroceement ces insurrections, parfois avec l'aide des puissances étrangères. La ville révolutionnaire de Bakou fut mise à feu et à sang, en 1918, par les bandes turques et les soldats coloniaux de l'Albion «civilisée». L'entrée en Transcaucasie des uns et des autres fut appuyée par les organisations nationalistes qui voulaient par là assurer le détachement de la Russie et consolider leur pouvoir dans les républiques nationales. A un même degré, ces organisations s'efforçaient de consolider l'influence politique et économique des gouvernements étrangers, en tout premier lieu de ceux de l'Entente, sur les nouvelles Républiques transcauciennes. Les social-démocrates géorgiens en Europe propageaient à toute occasion cette idée que le peuple géorgien a rompu ses liens avec le «communisme asiatique» et s'est tourné vers l'Europe culturelle. Ils cachaient cependant le fait que le détachement de la Russie, proclamé tant par la Géorgie que par les deux autres Républiques transcauciennes, avait eu lieu contrairement au désir des larges masses populaires. Ils taisaient le fait que cette orientation vers l'Europe «civilisée» n'apporta aux peuples transcauciens qu'un nouvel esclavage et une nouvelle exploitation politique et économique; qu'au lieu du vice-roi russe vinrent les généraux anglo-français, et qu'à la place de l'oppression économique exercée jusque là par la bourgeoisie russe vint l'exploitation par la bourgeoisie indigène et la bourgeoisie européenne.

Le détachement de la Transcaucasie, de la Russie, attira immédiatement dans ce pays une nouvelle colonisation de la

part de l'Europe «civilisée». Mais les larges masses populaires ne purent pas supporter cette nouvelle situation coloniale. Elles ne purent pas supporter que le joug de la classe exploitrice russe fut remplacé tout simplement par le joug du capitalisme anglo-français.

Les ouvriers et paysans libérés de Russie portaient sur leur drapeau l'affranchissement des peuples opprimés, de toute sorte d'oppression et d'exploitation. Les peuples transcauciens s'élançèrent vers ce drapeau. Si les bourgeois et gros-propriétaires transcauciens avaient pu s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur la force armée des gouvernements capitalistes étrangers, l'intérêt des masses ouvrières et paysannes transcauciennes exigeait de tendre les mains vers l'Armée Rouge de la Russie Soviétique, pour s'emparer elles-mêmes du pouvoir. L'aide que l'Armée Rouge russe prêta aux ouvriers et paysans en révolte de l'Azerbeïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie, était donc issue des intérêts et desirs de ces ouvriers et paysans eux-mêmes.

Les masses laborieuses transcauciennes firent alors effectivement usage de leur droit d'autodétermination, installèrent chez elles le régime soviétique et se rattachèrent par des liens fraternels aux autres éléments constitutifs de la vaste Union Soviétique.

Voilà dix ans qu'existent les Républiques Soviétiques Transcauciennes. Leur ascension culturelle et économique est sans précédent en extension et en contenu. Il nous est malheureusement impossible d'énumérer ici les mille faits grandioses de la gigantesque édification constructive en Transcaucasie. Mais il suffit de relever que ce pays éminemment agricole a été transformé en un pays industriel à grandes et fructueuses entreprises électriques. Le paysan qui vivait toujours encore dans les chaumières et huttes dépeintes par Xénophon, jouit aujourd'hui des bienfaits d'une vie humaine, culturelle. Dans ces pays, sous le tsarisme, les langues, écoles et littératures nationales étaient persécutées; aujourd'hui, ces langues sont officielles, gouvernementales, et le réseau des écoles pénètre dans les coins les plus reculés. Trois Universités d'Etat, avec d'autres écoles supérieures, couronnent le cycle des écoles à langues nationales. Et comme le rempart inébranlable et invincible politique, économique et agricole de ces peuples, contre une agression quelconque, s'élève la Fédération de ces peuples, dont la base a été librement posée en 1922.

La Fédération Transcaucasienne est une République Socialiste Soviétique dans laquelle se joignent les efforts constructifs unis et les liens politiques et économiques de tous les peuples travailleurs.

La Transcaucasie, par ses lignes ethnographiques et géographiques, a beaucoup d'analogie avec la Péninsule Balkanique. Les contradictions et dissidences nationales, économiques et territoriales rongent le corps des peuples balkaniques, tout comme jadis en Transcaucasie. Les gouvernements des Etats actuels balkaniques sont incapables de mettre fin à ces rivalités et antagonismes. Ils en sont incapables car ils ne représentent pas les intérêts des classes laborieuses. Les classes laborieuses balkaniques peuvent seules établir une vie commune paisible et mettre fin à ces antagonismes que créent et nourrissent les classes dominantes actuelles, instruments aux mains des grandes puissances.

Cette vie paisible et commune entre les peuples balkaniques ne sera possible que lorsque ces peuples deviendront eux-mêmes les maîtres de leur destinée.

L'histoire ne nous montre aucune autre expérience que celle de la Russie Soviétique, pour la solution juste et équitable de la question nationale. De cette expérience profiteront certainement tous les peuples opprimés, dont les peuples balkaniques.

Prof. D. S. Tersin

\*) Voir «Fédération Balkanique», No. 137 du 15 juin 1930.

## Sept ans de gouvernement fasciste en Bulgarie

Sans aucun doute, le 9 Juin 1923 a été l'événement le plus important dans la nouvelle histoire politique de la Bulgarie d'après guerre. Cet événement marque le tournant vers la pleine fascisation du régime dans le pays.

La politique traîtresse des coteries bourgeoises bulgares et la défaite de 1918 ont définitivement compromis la bourgeoisie aux yeux des masses ouvrières et paysannes. Elle a capitulé. Un mouvement puissant de mécontentement de la ville et du village a jeté bas toutes ces coteries bourgeoises, les classant dans les casiers poussiéreux des archives politiques: elles sont sorties des rangs.

Le gouvernement a été repris par l'Union Agraire. Cette dernière, avec hésitation et successivement, quoique non toujours avec succès, a fait la route pour un gouvernement populaire.

La bourgeoisie a vu son existence même en danger. Devant elle a été posée la question tragique d'être ou de ne pas être.

Faible, délaissée par les masses, elle a eu recours à la lâcheté, au Coup d'Etat, avec ruse, bien pensé, parfaitement exécuté. Elle a trouvé ses alliés naturels: le Palais, le militarisme, les agents de Mussolini — l'ORIM fasciste — dans le pays; l'impérialisme, son aide politique et matériel — à l'étranger.

Les ouvriers révolutionnaires et leurs dirigeants, privés d'une expérience révolutionnaire pratique, ont fait une faute fatale: ils n'ont pas vu assez loin, ils ont manqué le moment, ils ne se sont pas dressés immédiatement pour briser la main armée du financier et du général bulgares.

Ils se sont bientôt repris. Ils ont fait des efforts surhumains, héroïques, gigantesques, épiques, pour corriger leur faute. Ils se sont soulevés fusil en mains. Ils ont jonché les champs bulgares de leurs cadavres.

Malheureusement trop tard, et d'une façon inorganisée. Le fascisme avait déjà réussi à s'armer et à s'organiser. Il avait les armes, les moyens, l'armée, les bandes du bourreau Iv. Mikhailoff.

Le fascisme a triomphé: il est devenu le maître dans le pays tout entier, dans tous les domaines de la vie politique et économique du pays. Aujourd'hui, il commande aussi bien à la direction de la police qu'à la caserne, à l'administration des postes et télégraphes, des finances, aux gymnases, à l'université, même aux bibliothèques, — partout.

Des bandes de fascistes armés, les «Koubratistes», les hommes de la «Rodna Zachtita», arrêtent, battent et tuent tout homme libre, indépendant, révolutionnaire, antifasciste.

Les prisons regorgent d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, d'intellectuels. La loi monstrueuse de la «Défense de l'Etat» est en perpétuelle application: les militants contre le fascisme y sont envoyés en série, par douzaines.

La ville et le village gémissent sous l'éperon du fascisme bulgare. Tout mouvement de libération est étouffé, noyé dans le sang. La libre pensée est enchaînée.

Le fasciste couronné de Sofia, de concert avec ses collègues des pays voisins — le roi nouvellement nommé par l'impérialisme européen à Bucarest et le sanglant Alexandre de Belgrade — préparent fiévreusement la guerre contre l'Union Soviétique.

Le mouvement de libération du peuple opprimé macédonien habitant la région de Pétrich et en émigration en Bulgarie, a payé par de chers sacrifices la lutte contre le fascisme sanglant. L'ORIM fasciste — exécuteur de ses propres frères nationaux-révolutionnaires de l'ORIM Unifiée et des ouvriers et paysans bulgares — a brisé les crânes des fils les plus courageux et les plus probes du peuple macédonien martyrisé. Ce dernier, aujourd'hui, est la victime d'un pillage inouï, d'assassinats, de l'extermination physique en masse.

Mais le fascisme est une semence qui ne pousse pas sur les champs des ouvriers et paysans bulgares. Il est définitivement compromis comme «système» économique et politique. Il a ruiné complètement la vie économique du pays, il a pillé la population ouvrière de la ville et du village en la jetant dans une misère noire. Les richesses du pays sont cédées aux impérialismes et banquiers étrangers: le pays est en train de devenir une colonie. Des centaines de milliers de chômeurs souffrent d'une famine endémique; des affaires de millions se font au bénéfice des banquiers, fascistes et généraux; la classe ouvrière dégénère; des suicides quotidiens, des actes de brigandage, d'innombrables banqueroutes emplissent la rubrique de la chronique quotidienne; le pays est devant un abîme.

Les ouvriers révolutionnaires, en front uni avec les pauvres paysans et les nationaux-révolutionnaires de l'ORIM Unifiée, se sont déjà redressés et réorganisés. Ils se dressent comme une montagne puissante contre le système de la terreur fasciste. Des grèves quotidiennes en masse, ayant toujours un caractère politique, déferlent dans le pays. Réunions, meetings, démonstrations — souvent accompagnés de lourds sacrifices — ont de nouveau conquis les rues de la ville et la place du village.

Le fascisme est en panique. Il bat l'alarme contre le «danger qui lève la tête». Les clans fascistes, ayant peur de perdre le pouvoir, s'unissent: le sanglant Tsankoff est à nouveau à la droite du fasciste rusé Liaptcheff.

Trop tard. Le fascisme a joué sa dernière carte en Bulgarie. Nulle force au monde n'est capable de briser l'élan puissant du front d'acier qui réunit les efforts des ouvriers et paysans révolutionnaires bulgares: ils vaincront bientôt.

Leur victoire engendrera le gouvernement ouvrier et paysan en Bulgarie — un pas décisif vers la réalisation de l'Union des Républiques des masses travailleuses des Balkans.

I. Ermoff

## L'enfer des prisons en Bulgarie

(Lettre de Bulgarie)

Chers camarades,

Voilà déjà deux années que je ne vous ai pas écrit — contrairement à mon désir, et à la suite des conditions dans lesquelles je suis contraint à vivre.

Vous savez qu'il y a 16 mois, j'ai été transféré à Sofia, et j'y suis resté 5 mois environ. Lors de l'action du 1er août contre la guerre impérialiste en préparation, j'ai été versé à la prison de Vratza, où je me trouve déjà depuis 10 mois. De nombreux camarades de la prison de Sofia furent transférés dans d'autres prisons: à Sliven, à Khaskovo, à Gorna-Djournaya, à Vratza, à Viddine, à Choumen, etc. Dans la prison de Sofia se trouvent actuellement 120 camarades. Après l'action du 9 juin contre le fascisme et la terreur blanche, ils ont été puni du cachot sévère et isolé et de la suppression de la promenade habituelle, pendant 3 mois. Dans la prison de Sliven se trouvent également 130 camarades condamnés en vertu de la loi de la Défense de l'Etat. Dans toutes les autres prisons, le nombre des détenus varie entre 10 et 20. A la suite du 1er mai, presque tous les camarades ont été punis. Ici, dans la prison de Vratza, nous sommes 20. Nous avons célébré à huit le 1er mai en déclarant la grève de la faim, en arborant

des cocardes rouges et en adressant des requêtes dans lesquelles nous proclamions que nous célébrerions le 1er mai. Un des autres détenus a signé une déclaration affirmant renier ses idées et se convertir au fascisme. Cinq détenus, intimidés, font preuve de soumission envers les surveillants, dans l'espoir d'être grâciés, et nous nous sommes isolés d'eux. Tous les autres ont été arrêtés et jetés en prison après le 1er mai, pour avoir distribué des Appels du parti ouvrier.

La prison de Vratza est nouvellement construite et se trouve à 3 km de la ville. Les conditions y sont les pires et les plus lourdes en comparaison avec celles dans les autres prisons du pays. Toute une partie des détenus, politiques et «de droit commun», est maintenue en cachot isolé; les autres, dans les cellules communes, par groupes de quelques personnes. La détention dans des cachots isolés ou dans des cellules communes a lieu d'après le bon vouloir du directeur. Nous passons 22 heures par jour dans les cellules, n'ayant pour tout siège qu'un petit tabouret. Il nous est défendu de nous coucher ou de nous asseoir sur le lit pendant le jour. Il en résulte que, exténués de fatigue, les détenus s'appuient tout le temps à la table et en contractent des maux de poitrine. Lors de la petite promenade qui nous est permise, les détenus

forment une chaîne, à une distance de 5 pas d'homme à homme. Les conversations sont absolument interdites, et toute parole prononcée est punie de lourdes peines: cachot, bastonnade. La nourriture est insupportable, même pour des porcs. La réception de nourriture du dehors est interdite, mais même si elle n'était pas interdite, nous n'aurions rien pu nous procurer, étant absolument étrangers ici. Nous ignorons si nos organisations existent dans la ville. Nous ne recevons pas de livres non plus. Les conditions dans la prisons sont inhumaines, le cachot et la bastonnade sont à l'ordre du jour. La bastonnade surtout est appliquée d'une façon systématique: les torturés saignent à blanc, les tympans leur éclatent sous les coups, plusieurs tombent évanouis. La peine du cachot consiste à fourrer 10 ou 12 détenus, et même plus, dans un trou souterrain d'un demi mètre de large et de deux mètres de long: nus, nu-pieds, sur le sol cimenté, sans lumière ni air. Beaucoup d'entre ceux qui ont été au cachot sont devenus tuberculeux. Celui qui a été au cachot n'est plus un homme sain, sa santé est détériorée pour toujours. Le mécontentement parmi les prisonniers augmente de jour en jour. Le 9 juillet, au matin, lorsqu'ils devaient être conduits à la promenade, tous les détenus, politiques et «de droit commun», s'assirent comme sur un signe sur le sol et refusèrent d'aller à la promenade sous commandement. Alors, les surveillants commandèrent: «Rangez-vous!», mais nul n'obtempéra à cet ordre. Ainsi s'écoula le temps destiné à la promenade journalière. L'après-midi, la même chose se répéta. Lorsque les «criminels» devaient être conduits à la promenade, le procureur apparut. Il donna l'ordre: «Rangez-vous!», mais nul ne bougea. Il leur cria alors qu'ils ne devaient pas se laisser influencer par les détenus politiques et les communistes. On lui répondit: «Nous ne nous laissons influencer par personne, mais nous ne nous rangerons pas!» Le lendemain, quelques détenus «de droit commun» furent forcés, par des soldats, à aller se promener, en rangs. Le 12 juillet, un colonel vint nous menacer de nommer un commandant militaire, ce qui empirerait

notre situation. Le lendemain même, des soldats furent postés devant les cellules. Toutes les fois que la porte s'ouvre, pour la nourriture ou pour une autre raison, le détenu se voit en face d'un fusil, bayonnette au canon, et le soldat l'injurie de la façon la plus ordureuse. Puis vinrent les repréailles. Le procureur lui-même, revolver au poing, a fourré des prisonniers dans le cachot. Les soldats furent postés devant les cellules sous le prétexte des coups frappés aux portes: toutes les fois que nous entendions les cris déchirants d'un détenu auquel on faisait subir des tortures, nous nous mettions à frapper à nos portes à coups redoublés, et nous pûmes ainsi sauver plus d'un malheureux martyrisé. Nous entendons à chaque instant les lourds pas des soldats devant nos portes. Nous subissons des tortures inhumaines. Notre vie est en plus grand danger. Ce qui se passe au dehors, nous l'ignorons. Toute communication avec le dehors nous est interdite. Il est fort douteux que ces lignes vous parviennent. Si, cependant, vous les recevez, que la classe ouvrière entende que nous sommes torturés ici dans la prison et que nous y pourrissions, nous y crevons.

Le régime de la prison pour les détenus politiques est bien plus sévère que celui pour les détenus «de droit commun». Ceux-ci peuvent au moins se voir lorsqu'ils sortent pour leurs besoins naturels, ou lorsqu'ils se lavent. Les détenus politiques, eux, sont répartis éloignés les uns des autres, conduits au dehors l'un après l'autre, et ils ne peuvent ni se voir les uns les autres, et ni voir les «criminels».

Je dois pourtant vous dire, camarades, que cette pénible vie et les tortures n'ont pas pu et ne pourront point tuer en nous la pleine et entière conscience de classe. Nous savons que la bourgeoisie est bestialement cruelle, mais il ne nous manque ni la force, ni le courage, et ni la conviction absolue du succès final, pour supporter ces atrocités de la prison.

Vive la grande oeuvre de libération de la classe ouvrière du monde entier!

## L'unité dans le mouvement dobroudjanais

La fin catastrophique de la politique belliqueuse bulgare a eu comme conséquence la complète banqueroute de l'annexionisme et du verkhovisme dans le mouvement dobroudjanais. L'Assemblée Générale Dobroudjanaise a condamné le passé, cette période où le mouvement dobroudjanais était dirigé sous l'influence des stimulants chauvinistes et annexionnistes des différents gouvernements bulgares. L'Assemblée Générale a instauré un mouvement de masse, indiquant les lignes générales nécessaires à son développement: l'émancipation complète du mouvement dobroudjanais de l'impérialisme de la politique des gouvernements balkaniques, l'union de son front avec celui des masses balkaniques nationalement et socialement opprimées — seules et uniques voies pour la conquête de la liberté et de l'indépendance de la Dobroudja.

Après le coup d'Etat fasciste de 1923, les agents des gros propriétaires bulgares, jusque là secrètement dissimulés dans le mouvement dobroudjanais, relevèrent la tête et se rangèrent dans le front fasciste, contre les masses travailleuses et leur mouvement de libération. Idéologiquement et politiquement compromis, ces agents du pouvoir bulgare essayèrent d'abord de se faufiler dans la gauche du mouvement dobroudjanais pour se donner une apparence de réhabilitation. Puis, dès que commencèrent les attaques des fascistes, ces individus, par des machinations machiavéliques, rompirent l'unité de cette gauche et en firent jeter dans les prisons ou tuer les représentants les plus en vue. Simultanément, les masses des réfugiés furent soumises à une barbare terreur, pour être paralysées. D'autre part, au moyen d'une terreur féroce exercée par les bandes de la criminelle ORID (Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise), et avec l'aide des autorités bulgares, ces agents stipendiés de Sofia s'emparèrent de la direction des groupes locaux, de l'Union Dobroudja, et placèrent ces groupes au service du gouvernement bulgare. Après 1925, dans des Congrès policiers et terroristes, ils annulèrent successivement les principes fondamentaux votés par l'Assemblée Générale Dobroudjanaise et proclamèrent les intérêts des Dobroudjanais identiques à ceux de l'Etat bulgare. Ainsi, le verkhovisme réussit à accaparer la direction d'une partie des groupes locaux de l'Union Dobroudja. Les masses des réfugiés dobroudjanais essayèrent de s'opposer énergiquement à ces agissements criminels, mais leur résistance se heurtèrent aux attaques terroristes et aux actes de violence des usurpateurs, des bandits de l'ORID et de la police bulgare.

Depuis, les verkhovistes dobroudjanais, en union avec les social-fascistes, travaillent assidûment à la désorganisation du mouvement dobroudjanais, tâchant de démoraliser et de décourager les masses des réfugiés dobroudjanais, les séparant des luttes nationales-révolutionnaires en Dobroudja, entravant le développement des organisations des réfugiés dobroudjanais, empêchant les masses de ces réfugiés d'entrer dans ces organisations, excluant leurs représentants des Congrès (XIIe Congrès, Choumen; XIIIe Congrès, Razgrad). Les verkhovistes tâchent ainsi de mettre le mouvement dobroudjanais tout entier au service de la politique de l'Etat bulgare, d'en faire une institution rattachée directement aux ministères bulgares.

D'autre part, connaissant parfaitement bien le sentiment de mépris que les masses dobroudjanaises nourrissent à leur égard, les verkhovistes, pour arriver à leurs fins, cherchèrent des alliés; et ils trouvèrent une alliée en l'ORIM fasciste d'Ivan Mikhaïloff: d'après nos renseignements, l'ORIM fasciste ont engagé des pourparlers en vue de convoquer une Conférence commune, pour tâcher de sauver leur cause condamnée.

Dans ces conditions, les réfugiés et les émigrés dobroudjanais se voient obligés d'entreprendre une lutte encore plus résolue, pour le salut de leur mouvement. La majorité de l'Organisation de Sofia, ensemble avec l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise, et de la société étudiante «Le Pays natal» (*Roden Krat*), ont constitué un Comité Central Dobroudjanais d'Action, avec, à sa tête, le combattant dobroudjanais bien connu Dr. Vitcheff, pour entamer une lutte énergique contre les usurpateurs fascistes et contre la jugulation de la Dobroudja. Ce Comité a lancé un Appel «Pour une Dobroudja libre et indépendante — Pour la Fédération de tous les peuples balkaniques libérés — Pour la lutte unie de tous les peuples opprimés en Roumanie — Pour la lutte unie de tous les peuples opprimés des Balkans».

La lutte organisée, engagée par le Comité Central Dobroudjanais d'Action, a pour but de libérer d'abord du verkhovisme les organisations dobroudjanaises en Bulgarie, et de coordonner les luttes des réfugiés avec celles du mouvement de libération en entier. En organisant une lutte résolue contre les scissionnistes, le Comité Central Dobroudjanais d'Action et les émigrés dobroudjanais en Bulgarie posent les fondements de l'unité entière du mouvement dobroudjanais de libération, en assurent le succès définitif.

K. Ilieff

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

## An unsere Leser!

Aus technischen Gründen erscheint die Nummer 138/139 (15/16 A) der französisch-deutschen Ausgabe der «Balkan-Föderation» erst heute, nach sechs Wochen. Die nächste Nummer wird am 1. Oktober erscheinen.

Mit der nächsten Nummer verwandelt sich die bisherige französisch-deutsche Ausgabe der «Balkan-Föderation» in eine Zeitschrift in französischer Sprache, die einmal in zwei Monaten in doppeltem Umfange als bisher erscheinen wird.

Diese Aenderung hat die Redaktion durchgeführt, um den ausländischen Lesern aufs gründlichste bearbeitete alle Balkanprobleme darbieten zu können, um sie allseitig mit den wirtschaftlichen, nationalen und sozialen Verhältnissen am Balkan bekanntzumachen, um bei ihnen größeres Interesse und Verständnis für unseren Befreiungskampf am Balkan zu erwecken und so ihre aktivste Hilfe zu bekommen bei der Verwirklichung unseres Zieles: Föderation der Balkanrepubliken der werktätigen Völker des Balkans. Die Redaktion sicherte sich deshalb als Mitarbeiter der Zeitschrift eine ganze Reihe angesehener Politiker und im öffentlichen Leben stehender Persönlichkeiten am Balkan und im Auslande.

Die Redaktion erwartet von ihren ausländischen Lesern, daß sie die Zeitschrift «Die Balkan-Föderation» mit demselben Entgegenkommen empfangen werden, wie sie das Blatt «Balkan-Föderation» empfangen haben, daß sie ihr in ihrer Umgebung die breiteste Publizität gewährleisten werden, daß sie bestrebt sein werden, daß die Ideen der «Balkan-Föderation» moralische Unterstützung breiterer fortschrittlicher Kreise der ganzen Welt finden.

Die Redaktion der «Balkan-Föderation»

## Die Lage in der Dobrudscha

Diese Politik der wirtschaftlichen Zerrüttung wird auch durch den Plünderungszug der Dorfbourgeoisie (des aufsteigenden Kulakentums und der früheren Tschorbadschis und Agas), im Verein mit der Stadt- und Zinsbourgeoisie, ergänzt. Um seinen Wirtschaftsbedürfnissen nachzukommen — sei es, um sich das notwendige Inventar und Saatsamen anzuschaffen, sei es, um seine Familie während des strengen Dobrudschaner Winters nach einer Mißernte zu ernähren, oder um die verschiedenartigen Steuern, Taxen und Bestechungsgelder zahlen zu können — muß der Dobrudschaner Bauer Anleihen schließen. Und da er über karge flüssige Mittel in den Monaten Juli, August, September und Oktober verfügt, so ist er während der ganzen übrigen Zeit auf jene Schichten der Stadt- und Dorfbourgeoisie angewiesen, die «bereit» sind, seine Geldbedürfnisse zu befriedigen.

Einmal in die Klauen des wucherischen Zinskapitals und der Banken verfallen, wird der Bauer gewissenlos geplündert. Offiziell zugelassene Zinsen von 80 bis 100% sind in der Bankpolitik in der Dobrudscha eine alltägliche Erscheinung. Die Ernte wird für lächerlich kleine Anleihen im voraus mit äußerst niedrigen Preisen verkauft. Ein Blick auf die Bilanzen der Dobrudschaner Banken zeigt die ungeheuerlichen Gewinne, die sie erzielen. Die Orts-Zinswucherer haben in kurzer Zeit unzählige Reichtümer angehäuft. Die Zinswucherpest breitet sich bedrohlich aus und es gibt bei der gegenwärtigen Lage kaum einen Bauer oder Dobrudschaner Werktätigen überhaupt, der nicht das bittere Gift der Wucherer kennt und nicht in den Registern dieser oder jener Bank, in den Büchern dieser oder jener Zinsgeier figuriert.

Das Bild der Armut wird noch düsterer durch die periodische und chronische Mißernte, die in den letzten Jahren das bis zum Kriege blühende und wohlhabende Dobrudschaner Dorf systematisch zugrunderichtet.

Die Lage des Kleinhändlers und Gewerbetreibenden in der kleinbürgerlichen Dobrudschaner Stadt ist nicht rosiger als die des Bauern. Durch die objektiven Verhältnisse des Dobrudschaner Wirtschaftslebens zwangsläufig von der Lage des Bauern abhängig und infolge des Mangels an billigen Krediten und der in den letzten Jahren sehr zurückgegangenen Kauf- und Konsumkraft des Bauern und der breiten werktätigen Massen, macht der kleine Händler, Gewerbetreibende und Handwerker eine tiefe Krise durch und ist nicht minder der verheerenden Wirkung des Großbank- und Zinskapitals ausgesetzt. Tagtäglich werden tausende von Wechseln protestiert, Bankrotts, Insolvenzen und Zwangsliquidationen angemeldet. Sehr oft sind die Fälle, wo kleine und mittelgroße Händler und Gewerbetreibende massenhaft ihren Erwerb aufgeben, aus ihren Wohnungen spurlos verschwinden, den Ausweg aus ihrer Lage in solche Verzweiflungsschritte suchen, um dann auch ihre Freiheit zu verlieren, in die Gefängnisse geworfen zu werden, als Lohn für ehrliche, angestrenzte Arbeit.

Die städtische Bevölkerung, in der Mehrheit aus kleinen Gewerbetreibenden, Handwerkern und Händlern bestehend, ist

der skrupellosesten wucherischen Ausbeutung ausgesetzt: Anleihezinsen und -Provisionen von 50 bis 60%, sogar 80%; Verpfändung von Waren, Werten und hypothekierten Gütern; alltägliche öffentliche Versteigerungen vor den Gerichten, wo der hypothekierte Besitz der unglücklichen und zugrundegerichteten Dobrudschaner Dorf- und Stadtextistenzen um einen Besenstiel verkauft werden, usw. usw. — dies alles sind zunehmende Massenerscheinungen. Panik und Verzweiflung haben sich der Bauern, der Gewerbetreibenden und der Kleinhändler bemächtigt und selbst ein Teil der städtischen Bourgeoisie und der Dorfkulaken erträgt mit Mühe die schwere Krisenlage und — obgleich diesseits mit der katastrophalen Lage der breiten Massen oft Demagogie getrieben wird — erhebt von Zeit zu Zeit seine Proteststimme gegen diese fürchterliche und alles vernichtende Anomalie.

Die allgemeine Wirtschaftskrise wirkt sich zwangsläufig auch auf die Dobrudscha verheerend aus. Der Mangel an Krediten, formeller Hunger in breitem Umfang, die niedrige Kaufkraft der Bauernmassen, Massenarbeitslosigkeit auf dem Lande infolge des Boden- und Staatsangehörigkeitsraubes, die Arbeitslosigkeit in den Städten usw. vollenden den Pauperisierungsprozeß innerhalb der Dobrudschaner werktätigen Bauern- und Arbeiterbevölkerung.

Zur Beschleunigung der wirtschaftlichen Zerrüttung, zur vollen Ruinierung der verelendeten und mit größter Mühe sich noch haltenden Dobrudschaner Wirtschaft haben auch die massenhaft inszenierten politischen Prozesse, Verhaftungen und Inquisitionen gegen die friedliche Dobrudschaner Bevölkerung, besonders gegen die Bulgaren, Türken, Russen usw., beigetragen, und die verheerenden Wirkungen üben sie auch heute noch immer aus. Es wurden Tausende von Prozessen eingeleitet und durchgeführt wegen angeblicher Verbrechen und Verleumdungen, wegen «Verrat» während des Krieges und Desertierung, wegen phantastischer Delikte, wie freiwilligen Eintritts in die feindliche Armee, Landesverrat, usw. usw.

Zugleich damit wird der Kriegszustand unter verschiedenen Vorwänden, wie «innere Gefahr», «Aufstandsgefahr» und anderes, weiter angewendet, besonders in den Grenzgebieten der Dobrudscha, wo ein großer Teil der Dobrudschaner Bevölkerung (zirka 200.000 bis 250.000) wohnt, um angeblich die Tätigkeit der sogenannten «Komitadschi» zu paralysieren, die meistens vom bulgarischen offiziellen Faschismus und den faschisierten rumänischen Behörden organisierte Banden sind zur Durchführung von Ueberfällen, Plünderungen und besonders Provokationen gegen die werktätigen und sich immer mehr linksradikalisierenden Dobrudschaner Bauern. Auf Grund einer Reihe von Militärverordnungen, wie z. B. der famosen «Ordonata» Nr. 1, des Kommandanten der IX. Dobrudschaner Division, werden vom Verwaltungs-, Militär- und Gendarmerieapparat mit tatkräftiger Unterstützung der Kolonistenbanden systematisch Ausschreitungen und Gewalttaten organisiert, wodurch die Pauperisierung der Dobrudschaner werktätigen Massen in Stadt und Land nur beschleunigt wird.

\*) Siehe Nr. 135/136 (A-12/13), vom 15. Juni 1930.

Endlos ist die Kette der Prozesse, sie müssen bis zum Schluß durchgeführt werden, der «Rechtsbeistand» aber und der Justizapparat kosten eine Masse Geld und oft den gesamten Besitz des Dobrudschaners. Die Dobrudschaner Massenemigration in Bulgarien, deren Zahl nicht unter 40.000 ist, und in der Türkei 60.000 bis 70.000, ist eben damit zu erklären, daß die Dobrudschaner massenhaft vor der Perspektive stehen, wegen von der berechtigten Siguranza freierkündener «Verbrechen» bestialischen Foltern ausgesetzt und in die Gefängnisse geworfen zu werden. Und sie retten sich durch Flucht in das Ausland.

Die von den Nationalzaranisten mit demagogischem Geschrei versprochene und von den Massen mit Ungeduld erwartete Amnestie erfaßte nur eine beschränkte Zahl der Opfer der rumänischen Gendarmen, dieser mit sadistischer Brutalität wütenden Psychopathen, und des Gefängnisapparates, der auch heute voll und ganz im Dienste der nationalchauvinistischen Exzesse des skrupellosen rumänischen Nationalismus steht.

Massenhaft sind die Fälle, wo Zugrundegerichtete Dobrudschaner mit ihren Kindern in die Stadt kommen, um Arbeit und Rettung vor dem Hunger und dem Terror zu suchen und auf die Frage, ob sie keinen Bodenbesitz haben, mit Tränen in den Augen antworten: «Alles hatte ich —

Acker, Felder, Haus und Vieh, aber alles nahmen mir die Standgerichte und das Gefängnis!»

Zu alledem muß noch berücksichtigt werden die ungemessen tiefe Krise in der Landwirtschaft infolge der Weltüberproduktion von Getreide, der Börsenspekulation und des phantastischen Preisrückganges für landwirtschaftliche Produkte auf unter 60% des vorjährigen Preises (Gerste um 2.50, Hafer um 3.50, Weizen um 5 bis 6 Lei, Mais wird überhaupt nicht gekauft). Unterdessen läßt der Steuereintreiber den Besitz des Bauern, des Kleinhändlers und Gewerbetreibenden zwangsversteigern und um unmöglich niedrige Preise verkaufen, wo doch der Saatsamen allein das Doppelte davon kostet, abgesehen von der investierten Arbeit selbst.

Schon im Herbst oder im Winter sind die Bauern vor dem drohenden Hunger gezwungen, ihre Ernte, deren Ertrag sie noch nicht kennen, um einen Besenstiel im voraus zu verkaufen, um sich Geld anzuschaffen, sei es für den Unterhalt der Familie und des Viehs, sei es für die Staatsorgane. Die Steuern werden täglich erhöht und mit Gewalt eingetrieben, denn die Bedürfnisse für den Unterhalt «Großrumäniens» und der korrupten, in verschwenderischem Luxus schwelgenden Verwaltung sind groß und nehmen ständig zu.

D. Dorostolsky — Dobrudscha

## Die Diktatur in der Klemme

Alle feierlichen Versprechungen, wie im Lande Honig und Milch fließen wird, sobald der »weise« König und die »ehrlichen und unverdorbenen« Generale die Macht in ihre Hände übernehmen, haben im ersten Jahre der Diktaturregierung ihre »glänzenden« Resultate gezeigt. Die Arbeitslosigkeit dezimiert die Arbeiterklasse, das proletarisierte Bauerntum verläßt die eigene Scholle und jagt nach dem Broterwerb durch die ganze Welt. Die Verschuldung der ärmeren und der mittleren Bauern hat ungewöhnliche Dimensionen angenommen. Die Landwirtschaft, der Hauptzweig der Volkswirtschaft in Jugoslawien, befindet sich in einem katastrophalen Zustande. Das Regime forciert die Ausfuhr, wenn auch das Getreide zu Spottpreisen verkauft wird, nur um zu irgendeinem Stock der fremden Devisen zu gelangen. Andererseits versucht die Regierung, die Einfuhr auf Umwege einzuschränken: durch die Erhöhung der Frachttarife um 20%. Der Handelsminister Juraj Demetrović gründet ein »Ausfuhrkartell«, in welchem der Staat mit 90% und die Getreideexporteure mit 10% vertreten werden, und gedenkt, auf diese Art den Einfluß Kanadas und der Sowjet-Union auf dem internationalen Markte paralisieren und auf die Preisbildung Einfluß nehmen zu können. Dieser Plan ist nicht den nordamerikanischen Farmerorganisationen gegliückt, hinter welchen die ungeheure ökonomische und finanzielle Macht der Vereinigten Staaten steht und wird sicher auch dem berühmten Handelspolitiker Juraj Demetrović nicht gelingen. Daß dieser »Ausweg« aus der Ausfuhrkrise nur ein Manöver der Regierung zwecks Beruhigung der Öffentlichkeit darstellt, zeigt am besten die Tatsache, daß der Staat die Bank für die Förderung der Ausfuhr der landwirtschaftlichen Produkte mit nur 50 Millionen Dinar dotiert — und dies nur aus dem Budgetüberschüssen im Laufe des Budgetjahres. Die ordentlichen Positionen der staatlichen Ausgaben können nicht gedeckt werden und der Staat schuldet auch hunderte Millionen den Staatslieferanten und den Unternehmern der staatlichen Arbeiten.

Die Bauernkredite stehen noch schlechter. Die Wucherschulden werden bis zu 120% pro Jahr bezahlt. In den ärmeren Gebieten wird der Mais unter der Kontrolle der Genossenschaftsverbände und der Genossenschaft für den Bauernkredit kreditiert. Dieser Mais, der auf dem Markte um 120—170 Dinar zu haben ist, wird von den Regierungskaufleuten auf einjährigen Kredit zu drei- und vierfachem Preis verkauft. In diesem Falle zahlt der ärmere Bauer seine Schuld mit über 300% Zinsen.

Trotz allem möglichen Schutz befindet sich die Industrie Jugoslawiens auch nicht in einer beneidenswerteren Lage als die Landwirtschaft. Die tiefgesunkene Kaufkraft der Verbrauchermassen macht sich auch bei der Industrie geltend. Die ältesten Häuser gehen in Konkurs, nicht nur die Getreide-Exportfirmen, sondern auch die anderen Industrieunternehmen, wie z. B. die Lederindustrie in Kroatien, welche einmal in dem ökonomischen Leben Mitteleuropas eine bedeutende Rolle gespielt hat. Es ist auch in der Forstindustrie nicht besser, in diesem wichtigsten Industriezweige Jugoslawiens. Es ist charakteristisch, daß die Splitter Handels- und Gewerbekammer unlängst, anläßlich des Besuchs

des Landwirtschaftsministers O. Frangeš, dem Minister ein Memorandum überreicht hat, in welchem die Kammer auf das Erscheinen des Sowjetholzes in Fiume aufmerksam macht, welches bedeutend billiger ist als das jugoslawische und geeignet ist, einen schweren Schlag dem jugoslawischen Holzhandel zu versetzen, was jetzt, nach der Proklamierung Fiumes als freie Zone, auf diese stärkste jugoslawische Industrie, katastrophal wirken wird.

Da es trotz aller Bemühungen und Anstrengungen der Regierung nicht gelungen ist zu einer großen auswärtigen Anleihe zu kommen, verkaufen die Diktatoren, um sich zu halten, alles, was irgendeinen Marktwert besitzt und wofür sich ein Käufer findet. So hat die Diktatur das Zündholzmonopol an den schwedischen Trust verkauft und das Tabakmonopol einem französischen Konsortium verpfändet. Jetzt verkauft das Diktaturregime den englischen Kapitalisten alle Erzlager in der Umgebung von Ohrid, Kratovo und Novipazar, einem französischen Bergwerksunternehmen alle Chromlager bei Usice, Cacak und im Timoktale.

Ebenso führt die Regierung Verhandlungen mit einem Konsortium hinter welchem die französische »Banque Franco-Serbe« steht, über den Verkauf aller montenegrinischen Wälder.

Der Finanzminister in der Regierung der militaristisch-faschistischen Diktatur, der Direktor der Zagreber Jugobank, Dr. Stanko Svrljuga, hat im Namen seiner Mandanten einen Vertrag mit den französischen Kapitalisten über die Goldzahlungen von 55% aller serbischen Kriegs- und Vorkriegsschulden unterzeichnet und so die ganzen Generationen aller Völker Jugoslawiens mit Milliarden belastet, welche diese Völker den französischen Inhabern der serbischen Staatspapiere zahlen müssen. Jetzt trachtet dieser berühmte Finanzmann der Diktatur, die Nationalgüter noch weiter zu verkaufen und verhandelt mit den französischen und englischen Kapitalisten über den Verkauf von 14 Kohlenbergwerken, zwei Eisenbergwerken und zwei Salinen, unter der einzigen Bedingung, daß diese Kapitalisten einmal für immer die notwendigen 600 Millionen Dinar investieren, wofür ihnen aber der Staat eine 6%ige Dividende garantieren wird.

Das Regime will auch das verstärkte touristische Interesse für Dalmatien ausnützen und ist gewillt, einem englisch-amerikanischen Unternehmen das Alleinrecht des Baues der Hotels an der jugoslawischen Riviera, von Split bis zur albanischen Grenze, um die Summe von zwei Millionen Pfund zu verkaufen.

So lassen sich die Kapitalisten der großen imperialistischen Länder für ihre Unterstützung der militaristisch-faschistischen Diktatur bezahlen. Diese Kapitalisten machen im Lande was sie wollen und nützen die Naturalgüter des Landes aus, wie es ihnen paßt, ohne Rücksicht auf die Interessen der arbeitenden Massen. So hat die französische Gesellschaft Selfied von dem Regime das Recht auf die Ausbeutung der Wasserkraftwerke in Dalmatien gekauft und schränkt jetzt die Produktion von Karbid und Zyanamid ein, weil diese Produktion dieselben Produkte dieser Gesellschaft in Tunis bedroht. Ebenso entläßt die französische Gesellschaft »La



Dalmatiene« die Arbeiter und schließt die Fabriken; diese Gesellschaft hatte von der Regierung die ungeheuren Bauxitlager in Dalmatien gekauft.

Und so geht das fort ohne Ende. Das ist der Ausverkauf der nationalen Güter im buchstäblichen Sinne des Wortes. Solange einerseits die fremden Kapitalisten alles kaufen, was zu kaufen ist, und so das Land politisch und ökonomisch versklaven, solange bürdet das Regime auf die breiten Volksschichten neue Lasten und neue Steuern auf.

So ist das Gesetz über die Einrichtung der Polizei vom 18. März 1930 — ein Unikum in der Geschichte der Verwaltungs- und Steuergesetzgebung. Dieses Gesetz bestimmt in den §§13 und 18, daß die Gemeinden alle Ausgaben für die Erhaltung der Polizei tragen müssen. Abgesehen davon, müssen die Gemeinden auch die *Miete, Beleuchtung, alle Reparaturen und alle persönlichen Gebühren der Polizeimannschaft zahlen*. So müssen die Selbstverwaltungskörperschaften die Erhaltung der Institutionen und der Organe auf sich nehmen, auf welche Tätigkeit sie nach den jetzigen Gesetzen keinen direkten Einfluß haben. Die Polizei ist nämlich in dem Ministerium des Inneren zentralisiert und alle Polizeiorgane, bis zum letzten Dorfwachmann, unterstehen den Befehlen des Innenministers, direkt oder indirekt durch

die Polizeidirektionen, welche unter seiner direkten Befehlsgewalt stehen. Wie hoch diese neue Belastung ist, kann man leicht aus der Tatsache entnehmen, wenn man die Zahl der Wachleute, Detektive, Agenten und Konfidenten in diesem polizeilichstem Lande in Betracht zieht.

Da die Gemeinden über keine direkten Erwerbsquellen verfügen, werden sie gezwungen sein, um die neuen Ausgaben zu decken, neue Zuschläge einzuführen und in erster Reihe die Verbrauchssteuer zu erhöhen — diese ungerechteste aller indirekten Steuern, weil sie die Arbeitermassen, die armen Leute der Stadt und des Dorfes am meisten trifft.

Das Regime will auf diese Art einen Teil seiner Ausgaben — und dies beinahe den größten Teil, weil in Jugoslawien dem Kriegsministerium das Polizeiministerium nach der Budgetgröße folgt — auf die Konsummassen abwälzen, gegen welche die Diktatur diesen großen Polizeiapparat auch erhält.

Dieser Schritt des Regimes zeigt uns am deutlichsten, in welcher finanzieller Klemme sich die Diktatur befindet, wenn sie nicht einmal mehr imstande ist, ihre direkten Organe selbst zu erhalten. Daß auch das werktätige Volk nicht gewillt ist, dies zu tun, davon wird sich die Diktatur bald überzeugen.

Krešimir Ivačić

## Ununterbrochener blutiger Terror in Jugoslawien

Am 1. Januar 1930 berichtete der Henkergeneral Zivkovič dem Blutkönig Alexander, »der Kommunismus in Jugoslawien sei vernichtet«. Die Lächerlichkeit dieser großmäuligen triumphierenden Behauptung beweist nicht nur der heldenhafte Kampf der illegalen kommunistischen Partei und des kommunistischen Jugendverbandes, der vor allem am Jahrestage der Diktatur und am 1. Mai durch massenhafte Verbreitung von Flugblättern zum Ausdruck kamen; wie wenig der Kommunismus in Jugoslawien »vernichtet« ist, beweist auch die Tatsache, daß das Wüten des blutigen Terrors der Diktatur in allen Teilen des Landes fortgesetzt wird, daß immer wieder Massenverhaftungen durchgeführt werden, politische Gegner des Regimes heimlich ermordet werden und fast täglich politische Massenprozesse stattfinden. Der Terror der jugoslawischen Blutdiktatur gegen den »vernichteten« Kommunismus beweist, daß trotz aller Unterdrückungsmaßnahmen und Verfolgungen der Haß, die Empörung und der Abscheu der werktätigen Massen aller Nationen Jugoslawiens gegen die Diktatur wächst und die Kampfbereitschaft, Entschlossenheit und der Opfermut zum Sturze des Diktaturregimes immer breitere Schichten der werktätigen Volksmassen ergreifen.

Im Jahre 1929 beging die Polizei der Blutdiktatur 57 Morde an Kommunisten, revolutionären Arbeitern und nationalen Freiheitskämpfern. Im ersten Halbjahr 1930 gibt es bereits 20 politische Morde.

Im Jahre 1929 wurden in 38 politischen Prozessen 105 Personen abgeurteilt: 2 zum Tode und 103 zu insgesamt 431 Jahren Zuchthaus und Gefängnis. Im ersten Halbjahr 1930 wurden in 31 politischen Prozessen 220 Personen abgeurteilt: eine zum Tode, eine zu lebenslänglichem Zuchthaus und 218 zu insgesamt 744,5 Jahren Zuchthaus und Gefängnis.

Allein im Monate Juni 1930 wurden 14 große politische Prozesse abgehalten. Da das Belgrader Sondertribunal, vor dem bisher alle politischen Prozesse stattgefunden haben, »mit Arbeit überlastet war« und vor allem, weil sich anlässlich des Matschek-Prozesses zahlreiche ausländische Journalisten in Belgrad aufhielten, wurde ein Teil der Prozesse nicht in Belgrad, sondern in der Provinz abgehalten, selbstverständlich unter Ausschluß der Öffentlichkeit.

Am 6. Juni verurteilte der Gerichtshof in Osijek wegen kommunistischer Propaganda: Rosa Reiter zu sechs Monaten Gefängnis; Iwan Kutschel, Stjepan Lasar und Anton Moser zu je einem Jahr Zuchthaus; Milan Cinderi, Lovro Debelitsch, Winko Kutschel, Stjepan Schuperina, Bogdan Popowitsch, Pavao Stark, Dujo Maras, Petar Matoschewitsch, Stephan Schneider und Anto Koschitz zu je zwei Jahren Zuchthaus; Theodor Stark, Iwan Anischitz, Mato Jukitsch, Nemanja Lasarewitsch und Edo Golub zu je drei Jahren Zuchthaus. Die Methoden der »Voruntersuchung« und die grauenhaften Folterungen aller Angeklagten beweist vor allem die Ermordung des Jungarbeiters Josip Hauk, der nach furchtbaren Mißhandlungen aus einem Fenster des Polizeigefängnisses gestürzt wurde.

Am 7. Juni wurde vor dem Zagreber Gerichtshof der Prozeß gegen den ehemaligen Parlamentsabgeordneten der Kroatischen Bauernpartei Josip Predawetz beendet. Predawetz

wurde zu zwei Jahren und sechs Monaten Zuchthaus verurteilt.

Am gleichen Tage verurteilte der Gerichtshof in Sarajewo die Kommunisten Ibro Jajatowitsch, Ismet Bulzugiya, Seido Borawetz und Redjeb Goruschanowitsch zu je vier Jahren Zuchthaus.

Am 14. Juni wurde das Urteil im Matschek-Prozeß gefällt; 14 Angeklagte wurden zu insgesamt 69 Jahren und sechs Monaten Zuchthaus verurteilt.

Am 14. Juni wurde vor dem Kreisgericht in Kumanowo eine Gruppe mazedonischer Bauern abgeurteilt. Sie waren angeklagt, die serbischen Kolonisten Milan Aleksitsch und Stojan Zdrawkowitsch, die sich auf von mazedonischen Bauern gewaltsam geraubtem Lande angesiedelt hatten, ermordet zu haben. Das Urteil lautete: Djerim Issehoff zum Tode, Isa Mustakoff zu lebenslänglichem Zuchthaus, Tafa Kosmanoff fünf Jahre, Isjam Sulejmanoff und Asan Rajinoff zu je vier Jahren Zuchthaus.

Am 14. Juni verurteilte der Gerichtshof in Pirot den Arbeiter Branko Madjaroff wegen Verletzung eines Polizeikommissärs zu zehn Jahren Zuchthaus.

Am 15. Juni wurden die Arbeiter Domany, Lendvay, Dudas, Srgutz und Szabo vom Kreisgerichte in Subotitza zu je drei Monaten Zuchthaus verurteilt, weil sie drei Kommunisten bei der Flucht unterstützt hatten.

Am 17. Juni verurteilte das Polizeigericht in Belgrad elf Rechtsanwälte und freigesprochene Angeklagte aus dem Matschek-Prozeß wegen Veranstaltung einer Feier und Singens der kroatischen Hymne, zu je 30 Tagen Arrest.

Am 23. Juni, zehn Tage nach Beendigung des Matschek-Prozesses, fällte das Belgrader Sondertribunal sein Urteil gegen drei Gruppen revolutionärer Arbeiter. Aus einer Gruppe aus Mostar wurden verurteilt: Gojko Wukosehitz, Rada Bitanga und Andjelka Goati zu je drei Jahren; Nikola Abramowitsch-Bijelitsch und Mehmed Bilalowitsch zu je zwei Jahren; Pera Pawlowitsch und Ljuba Alwajsan zu je einhalb Jahren; Ibrahim Lakschitsch, Mijat Scharitsch und Mehmed Mitijewitsch zu je einem Jahre Zuchthaus. — Wegen Unterstützung politischer Gefangener in Zagreb wurden verurteilt: Matija Zalatz zu fünf Jahren, Stjepan Hrvoj zu drei Jahren, Franjo Korditsch und Anka Mihota-Korditsch zu je zwei Jahren Zuchthaus. — Wegen kommunistischer Propaganda wurden fünf Arbeiter aus Bjelovar abgeurteilt: Schkarditsch und Scheliehar zu je vier Jahren, Perlitsch und Patasech zu je zwei Jahren, Lwekowitzsch zu einhalb Jahr Zuchthaus.

Am 27. Juni wurde das Urteil im Monstreprozeß gegen 37 Arbeiter und Arbeiterinnen aus Zagreb gefällt, die der kommunistischen Propaganda angeklagt waren. Zwanzig der Angeklagten, die fast alle länger als ein Jahr im Polizeigefängnis verbracht hatten, mußten freigesprochen werden, da keine Spur einer Schuld gegen sie nachgewiesen werden konnte. Verurteilt wurden neun Arbeiter und Arbeiterinnen, darunter die grausam gefolterten Anka Butoratz, Anka Grzetitsch und Milewa Birt, zu je einem Jahre Zuchthaus, zwei zu je einem Jahre und drei Monaten Zuchthaus, vier zu je einem Jahre und sechs Monaten Zuchthaus, und zwei zu je zwei Jahren Zuchthaus. Am selben Tage verurteilte

das Belgrader Sondertribunal den Privatbeamten Sadija Blitschitsch wegen »Spionage« zu zwei Jahren Zuchthaus.

Am 1. Juli wurde vor dem Sondertribunal eine Gruppe kommunistischer Arbeiter aus Zagreb verurteilt: Peter Fratrowski zu acht Jahren, Mato Sudeta zu vier Jahren, Rudolf Hlawatschek zu drei Jahren, Franjo Kralj zu zwei Jahren und Rudolf Vlahek zu einem Jahre Zuchthaus.

Mit Ausnahme des Matschek-Prozesses hat die Weltpresse zu allen übrigen hier angeführten Prozessen geschwiegen; keine der großen Zeitungen dachte daran, ihre Berichterstattung zu diesen Prozessen zu entsenden, keine ließ auch nur ein Wort des Protestes gegen die geheime Durchführung dieser Prozesse und gegen die grausame Behandlung der Angeklagten während der Polizeihaft hören. Immer mehr zeigt sich, daß die Folterungen, Morde und Verurteilungen von Kommunisten und Nationalrevolutionären von der großen Weltpresse, auch von den angeblich »fortschrittlichsten« und »demokratischsten« Zeitungen ab-

sichtlich verschwiegen werden, daß die Weltpresse stillschweigend ihr Einverständnis mit dem blutigen Feldzug der Diktatur gegen die revolutionären Arbeiter und Nationalrevolutionäre bekundet. Ein Beweis dafür ist auch, daß die Folterungen eines lettischen Geschäftsreisenden, der unter dem Verdachte, ein Sowjetagent zu sein, fünf Monate lang im Polizeigefängnis verbrachte, und die Folterungen der deutschen Schriftstellerin Hilde Isolde Reiter aus Weliki Betschkerek, die im Polizeigefängnis grausam mißhandelt wurde, um die Führer der deutschen Minderheit in Jugoslawien zu belasten — in der ausländischen, vor allem in der deutschen Presse einen Sturm des Protestes hervorriefen, denn das waren keine Revolutionäre gewesen.

Wir halten es für unsere Pflicht, auf die bewußte Einseitigkeit der großen Weltpresse hinzuweisen und werden auch weiterhin die fortschrittliche Öffentlichkeit aller Länder über sämtliche Blutaten des jugoslawischen Henkerregimes informieren.

Stjepan Karaschewitsch

## Die mazedonische Frage<sup>1)</sup>

### Mazedonien den Mazedoniern! — Der Boden den Bauern!

#### Die Nationalitätenfrage in Mazedonien ist zu gleicher Zeit eine Bauernfrage Die nationale Befreiung der Bauern bedeutet die Lösung der Agrarfrage

Die Kolonisten sind die Zeugen der traurigen Lage der ohne Freiheit und ohne Boden dastehenden Bauern, und dürfen daher dem Unterdrückungsregime, welches diesen armen Bauern Freiheit und Boden geraubt hat, nicht als Werkzeug dienen. Die Kriegsfreiwilligen, welche nach Mazedonien wandern, erklären für die Freiheit des Volkes gekämpft zu haben, und damit der Boden der Agas und Beys dem Volke zugesprochen wird. Sie dürfen daher nicht die Instrumente der Regierung werden, sie dürfen dem Regime nicht helfen, das mazedonische Volk zu knechten und auszuhungern, es wie in den Zeiten der Sultane ohne Boden und Freiheit zu belassen. Sie müssen im Gegenteil die mazedonischen Bauern in ihren Kämpfen stützen, auf den Boden, welchen sie erhalten, freiwillig verzichten, und die ungeheuren Domänen der Kirche, des Staates und des Privatbesitzes im Norden Jugoslawiens fordern. Sie müssen fordern, daß jeder mazedonische Bauer vor allem jenen Boden erhält, den er braucht, und nur das für sich nehmen, was übrig bleibt.

Die Agrarpolitik, welche die serbischen Reaktionäre in Mazedonien anwenden, ist jene der Feudalen; sie hat die Erhaltung der Besitztümer der Agas und Beys zum Ziele, welche die besten Stützen und Unterhalter der Unterdrückung und Ausbeutung sind. So hofft das reaktionäre serbische Regime sich zu festigen und die nationale Unterdrückung der armen Massen aller Nationalitäten Mazedoniens fortzusetzen.

Die unabhängige Arbeiterpartei lenkt die Aufmerksamkeit der mazedonischen Bauernmassen auf den Betrug, welchen die serbische Bourgeoisie in der Agrarfrage begangen hat. Sie erinnert die Mazedonier an die bis jetzt erduldeten Leiden; sie bringt ihnen zur Erkenntnis, daß die Bourgeoisie, weit davon entfernt die Völker zu befreien, sie knechtet, sie zu Sklaven macht, keineswegs die Armen, sondern im Gegenteil die Reichen beschützt und niemals die Agrarfrage zu Gunsten der armen Bauern erledigen wird. Nur im Bündnis mit dem kämpfenden Proletariat werden die Bauern Mazedoniens den Boden zurückerobern, welchen ihnen die mächtigen feudalen Grundherren geraubt haben. Es gibt nur ein einziges Programm, welches die Agrarfrage lösen und die feudalen Bedingungen endgültig zu Gunsten der Bauern ausschalten kann; dieses Programm ist jenes unserer Partei, welches sich in Bezug auf die Bauernfrage wie folgt ausspricht:

Die unabhängige Arbeiterpartei, um die Aufhebung der Reste des Feudalismus und die Befreiung der Bauern von den schweren Lasten und dem niederdrückenden Joch, welches ihm von der Bourgeoisie und den Großgrundbesitzern auferlegt ist, durchzusetzen, fordert folgendes:

a) Die entschädigungslose Enteignung aller feudalen Domänen und ihre Aufteilung samt Inventar an die armen Bauern, ohne Unterschied der Nationalität oder Konfession, der Gemeinden, Bezirke, Kreise und Provinzen aufgeteilt

werden, in welchem sich die in Frage stehenden Domänen befinden, wobei die Stadt den Bauern materielle und finanzielle Hilfe für eine rationelle Bewirtschaftung des Bodens zu gewähren hat.

b) Vollständige Aufhebung der feudalen Reste des Kolonnenwesens, der Leibeigenschaft usw. in Dalmatien; die vollständige Aufhebung aller Lasten, Obligationen, Wucherzinsen usw., welche aus den feudalen Bedingungen resultieren.

c) Rückzahlung aller Summen, welche die Bauern gezwungen worden waren, den Großgrundbesitzern für Kauf usw. zu zahlen; Rückgabe der vom Staate den Großgrundbesitzern bezahlten Summen.

d) Der von den Großgrundbesitzern für eine Dauer von vier Jahren den Bauern zur Bearbeitung übergebene Boden muß sofort als Eigentum der Bauern erklärt werden.

e) Sofortige Beschlagnahme aller Domänen der Kirche und sofortige Aufhebung jeder Art Verpflichtungen gegenüber der Kurie.

f) Sofortige Aufhebung aller Gesetze und aller Reglements, welche den Eingeborenen verschiedener Gebiete und den reichen Bauern die Benützung des Bodens, der Wälder und Weiden vorsehen; Aufhebung aller Privilegien des Bodens usw. und Rückgabe dieser bürokratischen Verwaltungen in die Hände von Bauernkomitees.

g) Beschlagnahme aller Wälder des Großgrundbesitzes; das Holz dieser Wälder muß nicht nur den Bedürfnissen der benachbarten Dörfer, sondern auch jener der armen Bevölkerung der Provinz und des ganzen Landes dienen.

h) Lebensmittelversorgung der armen Gebiete durch direkte Besteuerung der Reichen und der Bourgeoisie, die Art der Verteilung der Lebensmittel müßte durch die von armen Bauern gewählten Komitees gesehen.

i) Der Staat müßte den Bauern billige Kredite sichern, damit diese sich Werkzeuge und landwirtschaftliche Maschinen anschaffen können, den Boden mit chemischen Nährstoffen verbessern, Samen kaufen usw.

j) Mit äußerster Energie den Wucher bekämpfen, das Gut der Wucherer beschlagnahmen, die Hypotheken auf den Besitz der kleinen Bauern, welche weniger als 5 Joch besitzen, annullieren.

k) Die armen Bauern von allen Lasten und Steuern befreien und die Zwangsarbeit aufheben.

l) Amnestie für alle wegen der Bauernunruhen Verurteilten, Nachlaß der Strafen, zu welchen die Bauern wegen der den »Rechten« der Großgrundbesitzer zugefügten »Verletzungen« verurteilt wurden; Einstellung aller von den Großgrundbesitzern angestregten Agrarprozesse gegen die Kmets, Tschiftdjis usw.

Ist dieses Programm unverwirklichbar? Nein. Es kann verwirklicht werden. Wir haben dafür in der nahen und fernen Vergangenheit zahlreicher Länder Beispiele. Die französischen Bauern erhielten nach der französischen Revolution ohne Kauf den Boden der feudalen Grundherren.

<sup>1)</sup> Siehe »Balkan-Föderation«, Nr. 117/118 v. 15. VI. 1929.

Die russischen Bauern nahmen im Jahre 1917 das ganze Eigentum der Großgrundbesitzer und des Adels und teilten es unter sich. Sie verwirklichten voll und ganz die Forderungen der Bauern, der Landarbeiter und Knechte: daß der Boden nur demjenigen gehören solle, der ihn bearbeitet, und so viel er erarbeitet. Das ist der Standpunkt, welchen auch unsere Partei verteidigt. Sie kämpft, damit der mazedonische Boden dem mazedonischen Bauern ohne jede Entschädigung an den früheren feudalen Großgrundbesitzer, ohne Kauf, zugesprochen wird.

Aber so wie der französische Bauer keineswegs den Boden erhalten konnte, ohne sich vorher in einer Revolution zu erheben, konnte auch der russische Bauer den Boden nicht durch die Gnade und den freien Willen der Großgrundbesitzer, der Grundherren, der »Pomeschtschik«, des »Kulaken« bekommen; er mußte sich im Bündnisse mit der revolutionären Arbeiterpartei der Bolschewiken erheben, den Zarismus, den Adel und die Kapitalisten stürzen und selbst die Macht an sich reißen.

Unter dem Drucke des Zarismus schmachteten zahlreiche Völker verschiedener Nationalitäten, welche sich alle in einer nationalen, politischen und wirtschaftlichen Knechtschaft befanden. Diese Knechtschaft erstreckte besonders die breiten Bauernmassen, welche die Mehrheit jeder Nationalität bilden. Aus diesem Grunde verstanden diese Bauernmassen sofort, daß sie durch den Kampf gegen den Zarismus und die nationale Sklaverei ihr Heil erreichen könnten. So betrachteten sie den Kampf der revolutionären Arbeiterpartei der Bolschewiken als den Kampf, welcher sie zur Freiheit führen, ihnen Boden, das heißt Brot und Leben, geben sollte.

Die Bauern der verschiedenen Nationalitäten in Mazedonien befinden sich heute in einem Zustand der Sklaverei, so wie die Bauern der zahlreichen, von dem früheren zaristischen Rußland geknechteten Nationalitäten. Ebenso wie die Befreiung dieser letzteren nicht durch die bürgerlichen Demokraten und Sozialrevolutionäre, mit Kerenski an der Spitze, erobert werden konnte, wurde auch die Befreiung der mazedonischen Bauern nicht durch die Eroberung Mazedoniens durch die serbische demokratische Bourgeoisie, durch die so viel gepriesene »serbische nationale Befreiung« verwirklicht. Blutige Erfahrungen haben der Arbeiterklasse und den armen Bauern aller Gebiete Jugoslawiens bewiesen, daß es für die Bauern keine Befreiung ohne den vereinigten Kampf der Arbeiter und Bauern gegen die gemeinsamen Unterdrücker gibt; daß der mazedonische Bauer seinen Boden nicht zurückerobern kann, solange die Feudalen und Kapitalisten nicht machtlos gemacht sind; daß der mazedonische Bauer sich vom Joche seiner feudalen Gutsherren, der Beys und Agas nicht befreien können wird, solange er nicht national befreit sein wird.

Wir haben schon gezeigt, daß alle Balkanstaaten Mazedonien als ein Beutestück betrachten, welches jeder fassen möchte. Wir haben die blutigen Kriege aufgezeigt, welche die Balkanmonarchien und herrschenden kapitalistischen und militaristischen Cliquen für die Annektion Mazedoniens geführt haben. Die Balkanstaaten denken keineswegs, diese Verbrecherpolitik der Bruderkriege, noch die Unterdrückungspolitik aller Völkerschaften der annektierten Gebiete aufzugeben. Diese Politik der Balkanbourgeoisien wird die Völker in die Knechtschaft und den wirtschaftlichen Zusammenbruch führen. Wer wird am meisten zu leiden haben? Die Arbeiter und Bauern. Das ist der Grund, warum ihre traurige Lage in den kapitalistischen Staaten, ihre Interessen und ihre gemeinsame Zukunft ihnen den gemeinsamen Kampf auferlegt. Dieser Kampf ist nicht nur ein Kampf innerhalb der verschiedenen Staaten, sondern ein Kampf auf dem ganzen Balkan. Aus diesem Grunde hebt die unabhängige Arbeiterpartei die ganze historische Bedeutung der Einheitsfront der Arbeiter und Bauern innerhalb jeden Staates, wie auf dem ganzen Balkan hervor. Sie unterstreicht ferner die Bedeutung ihres Bündnisses im Kampfe für eine Arbeiter- und Bauernregierung und ihres Bündnisses zur Machterlangung.

Die Zukunft Mazedoniens im Besonderen wie des Balkans im Allgemeinen ist in der Verwirklichung des Bündnisses zwischen Arbeitern und Bauern, in der Verwirklichung der Balkan-Föderation der Arbeiter- und Bauernrepubliken. Für die Befreiung Mazedoniens und für diese Balkan-Föderation hat das mazedonische Volk seit der ersten Saloniker Organisation vom Jahre 1893 bis zu den heutigen Tagen Ströme von Blut vergossen. Mazedonien jedoch ist noch nicht frei und die Balkan-Föderation noch nicht verwirklicht. Die Geschichte ruft die Mazedonier auf, weiter zu kämpfen und ihr Blut für ihre Freiheit und Unabhängigkeit, für die Freiheit des Balkans zu

vergießen. Die unabhängige Arbeiterpartei sagt in ihrer Resolution:

»Die nationale, politische und wirtschaftliche Befreiung der Balkanvölker kann nur durch den gemeinsamen Kampf der Arbeiter und Bauern jedes einzelnen Balkanstaates für die Aufrichtung einer Arbeiter- und Bauernregierung, durch das Bündnis der arbeitenden Massen aller Balkanländer für die Aufrichtung einer Föderativen Balkanrepublik erreicht werden. Der Kampf für die Befreiung Mazedoniens muß daher in erster Linie von den mazedonischen Arbeitern und Bauern geführt werden. Zu diesem Zwecke müssen sie die Führung dieses Kampfes in ihre eigenen Hände nehmen, müssen sie sich mit ihren Brüdern, den Arbeitern und Bauern der anderen Balkanländer, solidarisch erklären und hiedurch die Bildung einer Arbeiter- und Bauernregierung in dem unabhängigen Mazedonien sichern.

Die proletarischen Parteien erklären, indem sie die Parole der Arbeiter- und Bauernregierung erheben, daß die Föderative Republik aller Balkanstaaten den Frieden, die Unabhängigkeit und die freie Entwicklung sichern wird in einem freien und freiwilligen Bund unabhängiger Balkanrepubliken, unter welchen sich auch die unabhängige mazedonische Republik befinden wird.

Die bürgerliche Presse schreibt in letzter Zeit zu wiederholten Malen mit starker Beredsamkeit über die Handlungen der Organisation der Gegenkomitadschis Mitscheff und Pandurski. Die Bourgeoisie ist unser Feind und wenn sie jemanden lobt, bedeutet das, daß dieser jemand wissentlich oder nicht einen Fehler gegenüber unserem Befreiungskampfe begangen hat.

In den letzten zehn Jahren, besonders nach dem Balkankriege und nach dem Weltkriege, behauptet die serbische Bourgeoisie, die serbischen Staatsmänner und Politiker, daß Mazedonien ein serbisches Gebiet wäre. Wie eigenartig mutet diese Behauptung an, wenn man betrachtet, was das serbische Regime, die serbischen Staatsmänner aus Mazedonien machen. Wenn dieses Land ein serbisches Gebiet ist, warum füllen dann die serbischen Staatsmänner die serbischen Gefängnisse mit dieser »serbischen« Bevölkerung, warum veranstalten sie Quälereien und Orgien mit dieser »serbischen« Bevölkerung, warum fließt dann das Blut dieser »serbischen« Bevölkerung in Mazedonien in Strömen?

Wir werden hier keineswegs nachprüfen, ob Mazedonien serbisch, bulgarisch oder griechisch ist. Wir werden nichts anderes tun als die offizielle Statistik vom Jahre 1921 in das Gedächtnis zurückzurufen, welche für den bei Jugoslawien befindlichen Teil Mazedoniens folgendes Bild gibt: 100.000 Serben, 141.453 Türken, 165.704 Muselmanen slawischen Ursprungs, 461.118 Albaner (Arnauten) und 630.000 Mazedonier.

Was die Mazedonier sind, werden sie selbst sagen, wenn sie sprechen, sich frei äußern und selbst über ihr Schicksal verfügen werden können. Das ist der Grund, warum unsere Partei für das absolute und unbegrenzte Selbstbestimmungsrecht der Mazedonier eintritt. Warum gewähren ihnen die serbischen Staatsmänner, welche bei jeder Gelegenheit erklären, das Wohl der Mazedonier zu wollen, dieses Recht nicht? Weil die Mazedonier dann sofort erklären würden, daß sie keineswegs unter dem Knuten- und Gewehrkolbenregime, unter dieser blutigen Schreckensherrschaft, welche in Mazedonien herrscht, leben wollen, weil sie sofort ihren Wunsch äußern würden, daß Mazedonien den Mazedoniern gehören soll.

Die herrschende serbische Bourgeoisie betrügt sich gegenüber den Mazedoniern wie gegenüber einem geknechteten tiefstehenden Volke. Die Pflicht jedes geknechteten und niedergehaltenen Volkes ist es, für seine nationale Befreiung zu kämpfen.

Die serbischen Reaktionäre geben sich aber mit dem Terror, welchen ihre Organe in Mazedonien ausüben, nicht zufrieden. Sie organisieren serbische Komitadschibanden, um die Mazedonier zu terrorisieren. Wir erklären diesen serbischen Komitadschis, daß sie durch diese Rolle, welche sie in Mazedonien spielen, ein Verbrechen gegenüber dem serbischen und gegenüber allen anderen Balkanvölkern begehen. Wenn sie das Wohl Mazedoniens wollen, wenn sie für das Wohlergehen und den Fortschritt Mazedoniens kämpfen wollen, müssen sie gegen die durch das heutige Regime in Mazedonien angewandte Unterdrückung kämpfen — ganz wie sie seinerzeit gegen die Unterdrückung durch die Türken in Mazedonien gekämpft haben. Sie müssen kämpfen, damit das mazedonische Volk sich endlich von den getauften oder ungetauften Beys und Agas befreit werde, damit es seinen eigenen Boden in seine eigenen Hände erhalte. Sie müssen kämpfen für die Parole: *Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!* Wenn sie

gegen diese Parolen sind, sind sie die Feinde Mazedoniens, die Feinde des serbischen Volkes, denn sie machen das Bündnis und die Verbrüderung der Balkanvölker und die Befreiung Mazedoniens zu nichte.

Das mazedonische Volk muß wissen, auf wen es in seinem Befreiungskampf rechnen kann. Das kroatische Volk ist gleichfalls seiner Rechte beraubt und kämpft gegen die serbischen Hegemonisten für sein Selbstbestimmungsrecht; es ist daher der natürlichste Verbündete der Mazedonier. Man bemerkt jedoch seit längerer Zeit schon, daß die kroatischen Kapitalisten und Großgrundbesitzer sich sehr wenig um Mazedonien kümmern und bereit sind, sich mit dem serbischen Kapital auf Kosten der Mazedonier zu verbrüdern, und daß sie die serbischen Kapitalisten frei nach ihrem Gutdünken in Mazedonien handeln lassen: die kroatischen Kapitalisten haben sich schon mit den serbischen Kapitalisten verstanden, um die Bodenreichtümer Mazedoniens zu teilen.

Die kroatischen Arbeiter und Bauern bleiben aber im Einklang mit den Mazedoniern dem gemeinsamen Kampfe gegen das reaktionäre Regime treu.

Das mazedonische Volk kann seine treuen Verbündeten nur in den Arbeitern und Bauern Kroatiens und den anderen Gebieten Jugoslawiens finden.

(Ende.)

Kosta Novaković

## Der Tod für die Albaner — der Boden für die Leute der Weißen Hand

Brief aus Ipek (Petsch)

In diesem Lande sind die meisten Bauern Albaner. Der Boden gehört uns seit Jahrhunderten. Bis jetzt waren wir von den verschiedenen Adeligen, den Beys und den Paschas, regiert. Wir Bauern haben gegen sie gekämpft und uns behauptet. Eine Zeitlang, im Mittelalter, waren wir auch von den feudalen Serben regiert. Im Jahre 1912 haben die Serben diese Gegend wieder erobert, und seither verfolgen sie die Albaner, nehmen ihnen den Boden weg, erlegen ihnen Strafzahlungen auf, setzen ihre Häuser in Brand, martern die Frauen und Kinder und morden die Erwachsenen.

Wir lesen in den serbischen Zeitungen der «Weißen Hand», daß es hier in Kossovo ein wirkliches Paradies sei. Leider befindet sich unser Dorf auch in diesem «Paradies», das durch die Kolonisten des Punischa Ratschitsch und des Staates der «Weißen Hand» gegründet wurde.

Dieses Paradies hat wie folgt angefangen:

Eines schönen Tages ist in unser Dorf eine ganze Kompanie Gendarmen gekommen, mit einem Offizier an deren Spitze, um die lokale Gendarmerie zu verstärken. Der Bezirkshauptmann, mit noch einem anderen Mann und dem Dorfkommissär, haben uns Bauern versammelt und uns erklärt, daß sie die Agrarkommission sind und daß sie unseren Boden den Kolonisten aufteilen werden; daß wir ruhig nach Hause gehen könnten und daß die Gendarmen uns schon sagen würden, was man einem jeden weggenommen haben wird. Am nächsten Tage haben die Gendarmen die Kolonisten auf die Felder gebracht und ihnen gezeigt, was ein jeder von ihnen bekommen hat: es waren dies die Felder, die die Albaner bereits gepflügt und von Unkraut gesäubert, und wo sie auch Obstbäume gepflanzt hatten. Und man sagte uns ganz einfach, daß diese Gründe nicht mehr uns gehören.

Dies ist aber nicht alles. Wir Albaner sind noch oben-dreiß gezwungen, Häuser für die Kolonisten zu bauen. Mit unserem Gelde müssen wir noch den Strick kaufen, mit dem man uns hängen wird. Während wir ihnen ihre Häuser bauen, sind die Kolonisten bei uns einquartiert, da sie gleich im Dorfe bleiben und mit der Serbisierung des Landes gleich anfangen sollen. Sie leben in unseren Häusern, bis ihre fertig gebaut sind oder bis sie uns aus unseren Heimen weggejagt haben. Selbstverständlich zahlen sie gar nichts. Ein jeder Albaner, dem man einen solchen Gast auferlegt, der ihm auch seinen Boden genommen hat, ist gezwungen, ihn und seine Familie bis zur nächsten Ernte zu verpflegen. Er muß ihm aber auch mit seiner eigenen Arbeit und seinem eigenen Vieh helfen, das Land zu bebauen, das ihm, dem Albaner, geraubt wurde. Durch diese Methode der Gendarmen und der Agrarkommissionen der «Weißen Hand» werden die Kolonisten zu Janitscharen, und der Albaner wird deren Sklave, der gezwungen wird, zu arbeiten, schön den Mund zu halten, seine Steuern an den Staat und an die Gemeinde zu zahlen und die Hälfte seiner Ernte dem Kolonisten zu geben, wenn er nicht will, daß man ihm seine ganze Ernte wegnimmt. Da aber der Boden im Grundbuch noch immer auf den Namen des Albaners eingetragen ist, so muß dieser auch noch dazu die Steuern der Gründe zahlen, die man ihm geraubt hat.

In der Gendarmeriekaserne des Dorfes halten die Kolonisten und Gendarmen regelmäßig heimliche Versammlungen ab, in denen man bestimmt, welcher Albaner jetzt «an die Reihe» kommen wird. Und man geht folgendermaßen vor: Während die ganze Familie des betreffenden Albaners an der Arbeit ist, die einen auf den Feldern, die anderen im Walde, wirft man in dessen Haus einige Patronen. Daraufhin wird die ganze Familie arretiert: alle Familienmitglieder werden an Händen und Füßen gebunden und grausam mit Knütteln und Peitschen geprügelt. Die Kolonisten bewerfen sie mit Steinen und beschimpfen sie. Der Familienchef wird darauf erst in die Kaserne und dann in die Stadt geführt. Er kehrt nie wieder zurück. Für jede Bagatelle werden dann über die Familie Geldstrafen verhängt. Falls es zum Beispiel vorkommt, daß ihr Schaf auch nur um einen Schritt das Feld eines Kolonisten betritt, muß sie den Kolonisten und Gendarmen eine Geldbuße von 1000 Dinar zahlen. Die Verfolgungen, die Geldstrafen, die Steuern hageln auf die Familie, und ihre besten Kräfte werden in die Kasematten geworfen oder ermordet. Dann kommen die Gerichtsorgane und verkaufen «für die Schulden» alles, was noch übrig bleibt. Die Albaner müssen verschwinden — dies ist das Ziel der «Weißen Hand», ihrer Kolonisten und ihres Staates.

Mancher Albaner flüchtet in die Berge, wird ein «Katschak». In diesem Falle leidet seine Familie schrecklich: in Anwendung des Staatsschutzgesetzes wird seiner Familie alles konfisziert, und alle Familienmitglieder werden ausgewiesen. Die Angehörigen des «Katschaks» müssen dann wandern, hungernd, ohne irgend welche Habseligkeit oder Existenzmöglichkeit, und der Kolonist der «Weißen Hand» ergreift Besitz vom Hause und vom ganzen Hab und Gut des «Katschaks».

Der Staatsbeamte, der Gendarm oder der Agrardelegierte, der die größte Anzahl von albanischen Familien zu Grunde richtet, wird am reichsten belohnt. Das Verbrechen gegen einen Albaner ist eine Tugend für die «Weiße Hand». Das Volk ist in heller Verzweiflung, es erwartet aber mit Zuversicht den Tag, an welchem die albanischen Bauern, zusammen mit den Arbeitern und Bauern der anderen Nationen Jugoslawiens, das Joch und das Unterdrückungsregime der serbischen Bourgeoisie stürzen wird.

Ein Bauer aus Kossovo

(Aus der kommunistischen Zeitung «Proleter»)

Prix de la simple Edition: A ou B;  
par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr.  
frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30.  
Abonnement 6 mois: doll.: 0.60;  
fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40;  
schillings: 3.60.

### SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50  
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Fédération Balkanique“  
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B;  
par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr.  
frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling 0.60.  
Abonnement: 6 mois: doll.: 1.20; fr.  
suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80;  
schillings 7.20.

#### Texte français (pages 2969—2974)

A nos Lecteurs — G. Péri: La Conférence de la Petite Entente — La voie du mouvement révolutionnaire de Cossovo. — H. Barbusse: Un peuple asservi — D. S. Tersin: La régime soviétique et la solution de la question nationale en Transcaucasie — I. Ermoff: Sept ans de gouvernement fasciste en Bulgarie — L'enfer des prisons en Bulgarie — K. Ilteff: L'unité dans le mouvement dobroudjanais

#### Texte allemande (pages 2975—2980)

An unsere Leser — D. Dorostolsky-Dobrudscha: Die Lage in der Dobrudscha — K. Ivačić: Die Diktatur in der Klemme — S. Karaschewitsch: Ununterbrochener blutiger Terror in Jugoslawien — K. Novaković: Die mazedonische Frage — Der Tod für die Albaner — der Boden für die Leute der Weißen Hand

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.  
Imprimerie: Carl Hermann, Wien, IX., Alserstraße 50.